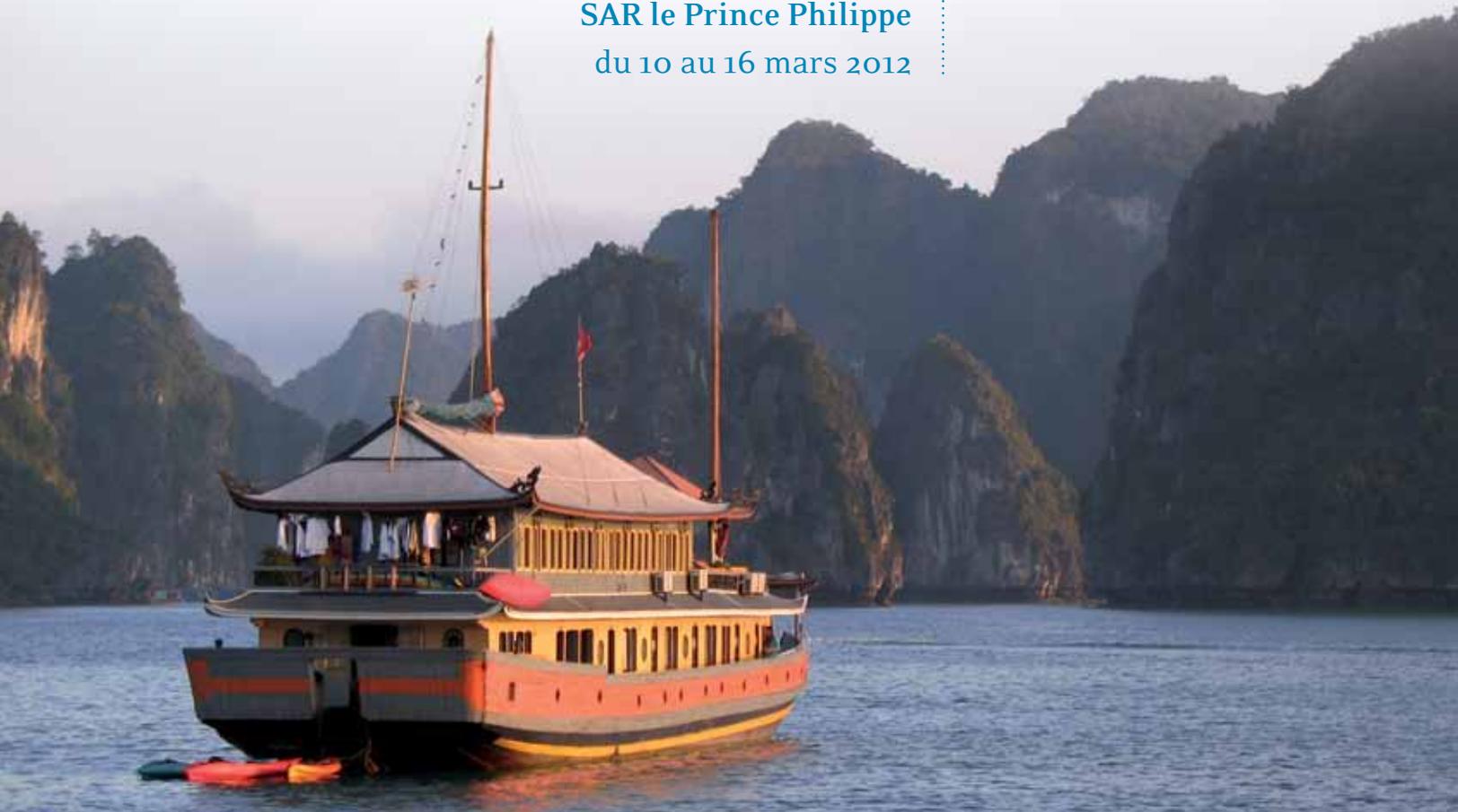


# VIETNAM



Étude réalisée dans le cadre  
de la mission économique conjointe  
présidée par  
**SAR le Prince Philippe**  
du 10 au 16 mars 2012



agence pour le  
commerce extérieur



# PRÉFACE

« La tempête est une bonne occasion pour le pin et le cyprès de prouver leur force et leur stabilité » disait Hô Chi Minh.

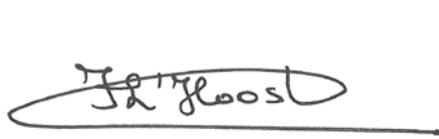
En ces temps de crise économique, l'économie du Vietnam présente un taux de croissance qui fait rêver les entreprises des pays développés. Grâce à sa population jeune et en croissance, ainsi qu'aux nombreuses réformes mises en place par les autorités, le Vietnam est en effet devenu une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-est.

La route est encore longue, de nombreux secteurs de l'économie doivent être modernisés pour faire face à la croissance tant de la demande intérieure que la demande des partenaires du Vietnam. L'ouverture économique du pays a débuté en 1986 avec la politique dite du « doi moi ». Grâce aux efforts de réforme en faveur du libre-échange, le Vietnam a également accédé au statut de membre de l'Organisation mondiale du commerce en janvier 2007. Cette adhésion est un des facteurs expliquant la croissance du pays, et facilitera grandement la tâche des entreprises belges souhaitant exporter au Vietnam.

De nombreuses opportunités d'affaires se sont également fait jour dans le dernier plan de développement du pays (période 2011-2015). Celui-ci fait la part belle à l'industrie, et devrait se traduire dans une demande élevée pour les technologies étrangères en matière de soins de santé, d'industrie agroalimentaire, d'énergie et de construction. Dès lors, ces secteurs feront l'objet d'une attention particulière lors de la mission économique conjointe.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché vietnamien.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera au Vietnam.



**Fabienne L'Hoost**  
*Directeur général adjoint*



**Marc Bogaerts**  
*Directeur général*

# EXECUTIVE SUMMARY

L'économie vietnamienne est l'une des plus dynamiques du Sud-est asiatique. Le pays est fréquemment cité comme l'un des plus attractifs d'Asie, et fait partie de nombreux classements internationaux visant à identifier les pays à haut potentiel. C'est ainsi qu'il fait partie des CIVETS, acronyme désignant les six économies appelées à dépasser les pays BRIC en terme de potentiel de croissance.

Cette situation, le Vietnam la doit à sa position stratégique en plein cœur d'une zone de croissance et à sa population jeune et nombreuse. Il résulte également des efforts de réforme initiés en 1986 qui visaient à rompre l'isolement économique dans lequel se trouvait le pays. Le processus d'accession à l'Organisation mondiale du commerce est lui aussi un des déterminants de l'évolution économique actuelle. Arrivé à son terme en 2007, il a été un moteur important dans le mécanisme de transition d'une économie planifiée à une économie de marché.

Le Vietnam reste néanmoins, sous de nombreux aspects, un pays en développement. Outre son inflation dangereusement élevée, le secteur agricole représente encore une part importante de son économie et les industries dont il est doté produisent bien souvent des biens à faible valeur ajoutée. Conscient de cette faiblesse, le gouvernement vietnamien a élaboré, dans son dernier plan de développement, un agenda pour la modernisation de son industrie. Celui-ci concerne la majorité des secteurs industriels, dont ceux qui seront couverts par la mission économique conjointe de mars.

Le secteur de la construction et des infrastructures doit faire face à de nombreux défis. La croissance économique des dernières années s'est traduite en une sur-utilisation des infrastructures existantes, qui sont pour la plupart obsolètes. Les autorités ont récemment mis l'accent sur la construction de logements publics, et la demande de matériaux de construction devrait être soutenue à court et moyen termes. Les infrastructures énergétiques ont un besoin rapide de mise aux normes, et de nombreux chantiers sont planifiés. Le commerce maritime connaissant une expansion rapide, les infrastructures portuaires sont également amenées à être entièrement modernisées.

Bien qu'il soit un des grands producteurs et exportateurs agricoles, le Vietnam ne dispose pas d'équipement de pointe. Le matériel agricole et aquacole est bien souvent dépassé, et le pays dépend de ses importations pour moderniser ses outils. La mise aux normes VietGAP (Good Agricultural Practices) des exploitations vietnamiennes, ainsi que le développement de la filière de la transformation des produits agricoles devraient permettre aux entreprises belges du secteur de remporter des contrats. Le secteur aquacole devrait également connaître une croissance très rapide suite aux diverses législations mises en place par le gouvernement.

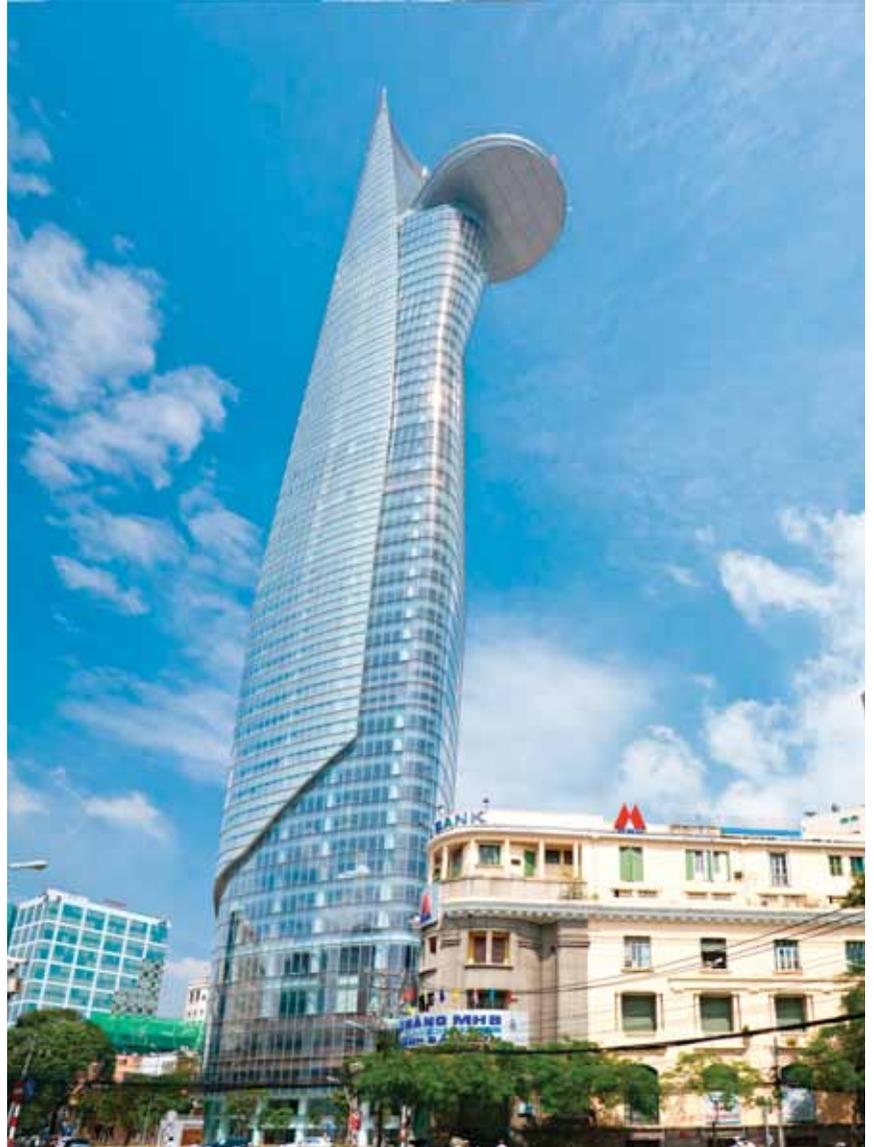
Avec la hausse du niveau de vie, les Vietnamiens sont demandeurs de soins de santé de meilleure qualité et plus pointus. Les dépenses en soins de santé par habitant ont en effet connu une hausse constante depuis plusieurs années. L'industrie



pharmaceutique vietnamienne est elle aussi fortement dépendante des importations en provenance de l'Union européenne. Afin de réduire cette dépendance, le gouvernement a élaboré un plan visant à augmenter à 75 % la part de l'industrie nationale d'ici 2025. Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, le savoir-faire international et belge en particulier, sera évidemment le bienvenu. Les appareils médicaux les plus divers trouveront également de nombreux débouchés au Vietnam.

La pression démographique, additionnée au développement des grandes villes, pose des défis majeurs dans la gestion des centres urbains. Ceux-ci se traduisent dans des difficultés quant au traitement des déchets et au recyclage de l'eau. Les déchets dangereux sont souvent mélangés aux autres détritiques, ce qui génère des problèmes environnementaux conséquents. Les énergies renouvelables vont également faire l'objet d'une attention croissante des autorités du fait du potentiel de génération électrique important du pays (tant en éolien qu'en solaire, en biomasse ou en hydro-électricité). Pour tous ces secteurs des « cleantech », des opportunités sont à saisir au Vietnam.

Après une première partie consacrée à dresser la situation macroéconomique actuelle du Vietnam, cette étude proposera une analyse sectorielle du pays se concentrant sur quatre domaines parmi les plus dynamiques : construction et infrastructures, agroalimentaire et aquaculture, santé et finalement, cleantech. Suit une analyse de réussites récentes d'entreprises belges au Vietnam avant de conclure par une section décrivant les us et coutumes en vigueur dans les milieux d'affaires vietnamiens.





# TABLE DES MATIÈRES

<b>1 DONNÉES GÉNÉRALES</b> .....	<b>9</b>
<b>2 DONNÉES ÉCONOMIQUES</b> .....	<b>13</b>
2.1 INDICATEURS CLÉS.....	14
2.1.1 PIB .....	14
2.1.2 INFLATION.....	19
2.1.3 CHANGE .....	20
2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR.....	22
2.2.1 RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES.....	22
2.2.2 RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE.....	25
2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS .....	28
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE .....	30
2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.....	30
2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE.....	31
<b>3 APPROCHE SECTORIELLE</b> .....	<b>33</b>
3.1 CONSTRUCTION ET INFRASTRUCTURES.....	34
3.2 AGROALIMENTAIRE ET AQUACULTURE.....	36
3.3 SANTÉ.....	39
3.3.1 PRODUITS PHARMACEUTIQUES .....	39
3.3.2 APPAREILS MÉDICAUX.....	40
4.1 CLEANTECH .....	41
<b>4 RÉUSSITES RÉCENTES</b> .....	<b>45</b>
<b>5 ÉTIQUETTE</b> .....	<b>51</b>
<b>6 ADRESSES UTILES</b> .....	<b>55</b>
6.1 EN BELGIQUE.....	57
6.2 AU VIETNAM.....	58
6.3 SITES À CONSULTER.....	59
<b>7 SOURCES</b> .....	<b>61</b>







# DONNÉES GÉNÉRALES





- » La République Socialiste du Vietnam est composée de 58 provinces et de 5 municipalités. Elle a gagné son indépendance par rapport à la France en 1945 et est organisée par la constitution de 1992. La capitale du pays est Hanoi.
- » La population vietnamienne est très jeune et en croissance : 87,8 millions d'habitants en 2010 (+ 0,9 % par rapport à 2009), dont 30 % en zone urbaine. Les villes les plus peuplées sont Hô Chi Minh-Ville (5,9 millions d'habitants), Hanoi (2,7 millions) et Haïphong (1,9 million).
  - L'espérance de vie est faible, avec 70 ans pour les hommes et 74 ans pour les femmes.
  - Il y a 47,2 % de femmes et 52,8 % d'hommes dans le pays.
  - La population est composée de Viêts à 85,7 %. Les Thaïs représentent 3,7 % de la population. Les 10,6 % restants sont constitués de Muong (1,5 %), de Khmers (1,5 %), de Hmong (1,2 %), de Nung (1,1 %) et de groupes divers (5,3 %).
  - La majorité des Vietnamiens adhérant à une religion sont bouddhistes (9,3 % de la population du pays) et catholiques (6,7 %). Les athées représentent 80,8 % du total.
- La population se situe principalement dans le nord du pays, et dans une moindre mesure dans le sud. La majorité de la population se trouve le long de la côte.
- » La superficie du pays est de 331.210 km<sup>2</sup>, soit le 66<sup>e</sup> plus grand du monde (11 fois la Belgique). Seuls 10 % des terres sont cultivés.
- » La langue officielle est le vietnamien. L'anglais est de mieux en mieux compris dans le milieu des affaires. Certains habitants parlent le français et le chinois, mais ces derniers sont plus rares.
- » Les ressources naturelles les plus importantes du pays sont les phosphates, le charbon, le manganèse, les terres rares, la bauxite, le chromate, le gaz et le pétrole en haute mer ainsi que le bois.
- » Le climat vietnamien est varié : tropical dans le sud, et présentant des moussons dans le nord. La saison des pluies s'étend de mai à septembre, tandis que les mois d'octobre à mars sont plus secs. Les températures du mois de mars à Hanoi oscillent généralement entre 17 et 23 °C, tandis que celles de Hô Chi Minh-Ville sont de l'ordre de 30 °C.
- » La monnaie nationale est le dong (VND). En date du 28 novembre 2011, un EUR valait 28.090,08 VND.







# DONNÉES ÉCONOMIQUES



# 2.1 INDICATEURS CLÉS

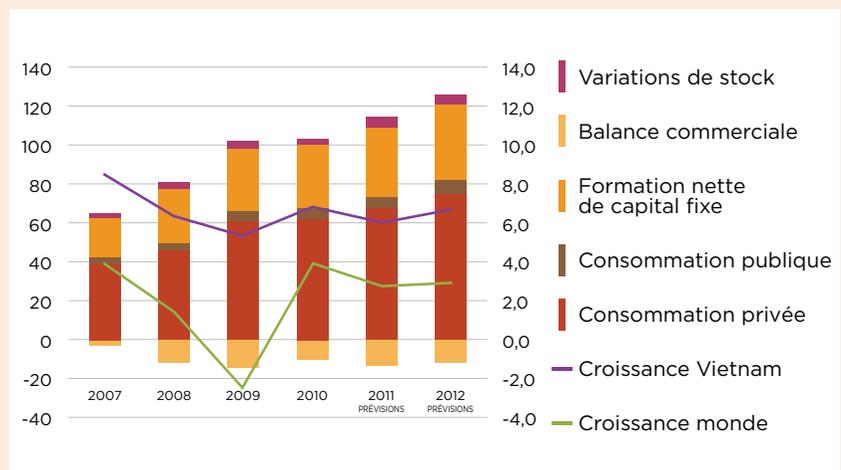
## 2.1.1. PIB



### PIB en volume

En 2010, le produit intérieur brut nominal vietnamien s'est élevé à 104 milliards d'USD. Le PIB par tête atteignait quant à lui 1.180 USD. Sur base des estimations actuellement disponibles, le PIB serait de 116 milliards d'USD en 2011 alors que le PIB par tête serait de 1.310 USD. Selon les dernières estimations des autorités vietnamiennes, le PIB du pays devrait croître de 6 à 6,5 % entre 2011 et 2012. C'est surtout la consommation qui devrait tirer la croissance vers le haut en 2012. La formation de capital progresserait quant à elle de plus de 9 %, soit une augmentation de 2,9 milliards d'USD de ce poste. Le déficit de la balance commerciale devrait se creuser de 2,9 milliards d'USD.

PIB EN VOLUME (MILLIARDS D'USD COURANTS) ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEEL, EN %



Source : EIU



Le Vietnam est l'une des économies les plus dynamiques d'Asie. Fort de sa population jeune et en croissance, et de sa localisation stratégique en Asie du Sud-est, le pays a su s'adapter aux évolutions économiques qui ont transformé le paysage asiatique ces dernières années.

Les investisseurs étrangers ne s'y sont pas trompés, et le Vietnam est fréquemment cité comme l'un des marchés les plus porteurs en termes de croissance à l'heure actuelle. Il est ainsi un des « High Growth Market » identifiés par les services commerciaux britanniques et est membre du groupe de pays dits CIVETS (acronyme de Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud). Le pays a également été repris par la banque d'affaires Goldman Sachs dans le groupe des Next-11, regroupant les onze économies les plus attractives au regard de leur stabilité macroéconomique et politique, de leur ouverture au commerce et aux investissements, ainsi que de la qualité de leur enseignement. Selon les économistes de la banque, ces économies ont de grandes chances de compter parmi les plus importantes mondialement dans le courant du 21<sup>e</sup> siècle.

Si le Vietnam fait partie des économies les plus en vue du moment, ce n'est pas uniquement grâce à la taille de son marché intérieur et à la jeunesse de sa population. Depuis 1986, les autorités ont cherché à renforcer la compétitivité du pays. C'est en effet cette année-là que le gouvernement du Vietnam démarre un vaste chantier de réformes économiques, appelé « doi moi ». Celui-ci a consisté en :

- » un renforcement de l'autonomie des entreprises d'État,
- » la modernisation de la politique monétaire,
- » la liaison des taux de change et des taux d'intérêt aux conditions des marchés,
- » une réforme des lois sur la possession de terres agricoles et des réglementations concernant l'achat d'intrants nécessaires à la production agricole,
- » un rôle plus important pour les acteurs économiques privés,
- » et un allègement des conditions requises de la part des entreprises, tant étatiques que privées, afin de traiter avec des partenaires étrangers.

Les conséquences de ces réformes ont été considérables. Elles ont été particulièrement efficaces pour moderniser le secteur de l'agriculture. Depuis lors, l'économie vietnamienne a connu une expansion record, avec un taux de croissance moyen de 7,26 % entre 2000 et 2010.

Comme cela a été le cas pour l'ensemble des pays, la croissance vietnamienne a été ralentie par la crise économique de 2008 - 2009. Après avoir progressé de 8,45 % entre 2006 et 2007, soit son plus haut taux de croissance depuis 1997 (premières données fiables disponibles pour le pays), le PIB vietnamien a évolué à un rythme plus lent entre 2008 et 2009. La croissance y atteignait alors 6,3 %. Le ralentissement s'est

accentué l'année suivante, tandis que le pays ne progressait plus « que » de 5,32 %. Ces chiffres ne sont pas tant la conséquence d'une déroute financière (le système bancaire vietnamien a été relativement épargné par la crise) que de la chute de la demande mondiale pour les produits vietnamiens.

Le choc a également été amplifié par la bulle spéculative qui s'était formée autour de l'économie vietnamienne. En effet, l'intérêt des investisseurs ayant atteint son point culminant lors de l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce, il ne pouvait que retomber.

Grâce à un plan de sauvetage de grande envergure (8 % du PIB y ont été alloués), l'économie vietnamienne a bien rebondi en 2010. Les analystes sont toutefois pessimistes quant à 2011. En effet, la phase de retrait des stimuli économiques mis en place pour relancer l'économie s'est faite rapidement, et les instances politiques ont perdu en crédibilité dans la manœuvre. Finalement, la réponse au problème de l'inflation, le talon d'Achille du pays, est jugée trop laxiste par la plupart des analystes.





## Le plan de développement 2011-2015

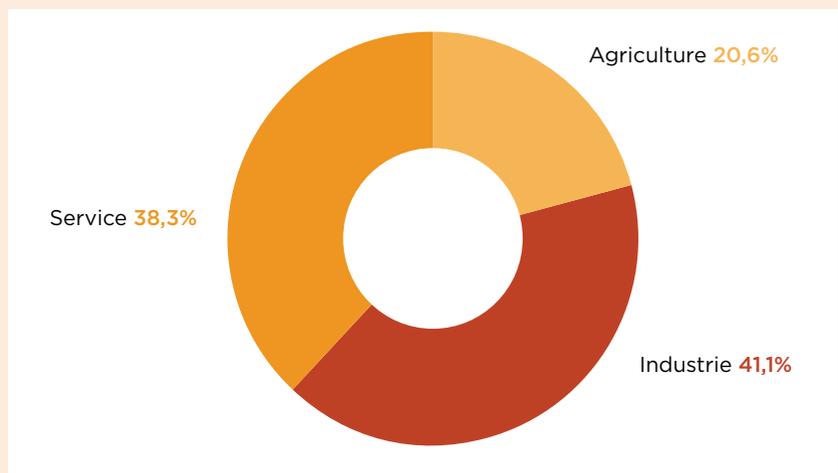
Tout comme son voisin chinois, le Vietnam est caractérisé par une économie planifiée. À ce titre, il définit sa stratégie économique sur une période de 5 ans. Le dernier plan, couvrant la période allant de 2011 à 2015, a été adopté par les autorités du pays en novembre 2011. Il prévoit notamment :

- » un taux de croissance de l'ordre de 6,5 à 7 %,
- » une limitation du déficit commercial à 10 % de la valeur totale des exportations en 2015,
- » un déficit public annuel ne dépassant pas 4,5 % du PIB et un plafonnement de la dette de l'état à 65 % du PIB,
- » la création de 8 millions d'emplois sur la période 2011-2015, et une réduction du taux de chômage dans les zones urbaines, devant atteindre 4 %,
- » la chute annuelle du taux de pauvreté de 2 %,
- » et de multiples mesures ayant pour objectif de faciliter les investissements (surtout publics) et de renforcer le système financier du pays.

Comme l'on peut le constater, il s'agit d'un plan de développement de grande ambition, surtout au niveau social. L'impact de ces grandes orientations de politique économique sur les différents secteurs de l'économie vietnamienne sera analysé plus loin dans cette étude.

## Composition sectorielle du PIB

### COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN 2010, EN %



Source : EIU

### Secteur primaire

Ce secteur regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche, ou encore l'exploitation de forêts, de mines, et de gisements divers.

L'économie vietnamienne présente un secteur agricole très développé. 20,6 % de l'activité économique du pays provient en effet de ce secteur, et 30 % des exportations vietnamiennes sont constituées de produits agricoles. Près de 71 % des habitants du pays vivent en zone rurale et pas moins de 62 % de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance. 9,6 millions d'habitants sont actuellement en sous-nutrition, contre 13,3 millions en 2002.

À la suite des réformes initiées lors de la période du « doi moi » en 1986, le secteur vietnamien de l'agriculture s'est rapidement développé. Entre 2008 et 2010, la valeur totale de la production agricole du pays a progressé de 377.238 milliards à 528.738 milliards de dong, soit une progression de 40 %. Ce sont surtout les cultures (et plus particulièrement les cultures céréalières, qui représentent près de 60 % du total) qui sont prépondérantes. Le pays est surtout connu pour l'exploitation du riz, qui représente à elle seule 45 % de la production. Le Vietnam est le deuxième plus grand exportateur de riz au monde.



Produit exporté	Classement mondial (2009)
Poivre	1 <sup>er</sup> exportateur mondial
Noix de cajou	1 <sup>er</sup> exportateur mondial
Riz	2 <sup>e</sup> exportateur mondial
Café	2 <sup>e</sup> exportateur mondial
Caoutchouc	4 <sup>e</sup> exportateur mondial
Poisson	6 <sup>e</sup> exportateur mondial

Source : FAO

En octobre 2011, des inondations ont détruit une partie importante de la production de riz dans le delta du Mékong. Près de 5.000 hectares de cultures ont ainsi été dévastés, dans les provinces de An Giang, Dong Thap et Long An. Les autorités se veulent néanmoins rassurantes, et affirment que cette catastrophe ne devrait pas être incompatible avec l'objectif de production d'un million de tonnes de riz cette année.

Conscients de l'importance considérable du secteur dans l'économie du pays, les gouvernants ont depuis plusieurs années mis l'accent sur une modernisation du secteur agricole. L'objectif est repris dans la résolution no 26 NQ/TW relative à l'agriculture, aux agriculteurs et aux zones rurales, adoptée en 2008. Celle-ci vise également à améliorer la productivité et la qualité des produits de l'agriculture.

Le secteur de l'aquaculture (élevage d'animaux aquatiques) est lui aussi très développé au Vietnam. Le système d'élevage est influencé par la géographie. Dans la région du nord, les poissons proviennent d'étangs, d'eaux vives et de culture en cage marine. Dans le centre, l'aquaculture se concentre sur la production

de crevettes tigrées géantes et de homards. Finalement, les types de cultures sont plus diversifiés dans le sud. Le secteur est en plein essor, comme en témoignent les chiffres à l'exportation. Atteignant près de 4,4 milliards d'USD, les ventes de produits de la mer à l'étranger ont en effet progressé de 26,7 % entre le troisième trimestre de 2010 et la période correspondante en 2011.

#### Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également des secteurs tels que la construction.

Le tissu industriel vietnamien est fortement déterminé par l'importance de l'agriculture dans l'économie. Le secteur de la transformation de produits agricoles représente ainsi près de 20 % de l'ensemble de l'activité industrielle du pays en 2009 (dont 18 % pour l'industrie de la nourriture et 2 % pour l'industrie des boissons).

Les autres industries importantes sont principalement celles du tra-

vail de produits minéraux (6,3 % du total) et de l'extraction de pétrole et de gaz (5,9 %). Le pays est actuellement importateur net d'énergie, surtout en provenance de Chine et du Laos, mais dispose néanmoins de certaines réserves de pétrole en haute mer. Ce sont surtout les capacités de raffineries qui rendent les ressources nationales insuffisantes et qui favorisent les importations énergétiques du pays.

La majorité des industries sont concentrées dans le sud-est du Vietnam. Les provinces de Hô Chi Minh-Ville, de Dong Nai et de Ba Ria - Vung Tau concentrent à elles seules près de 42,4 % de l'industrie vietnamienne. La région du delta du fleuve Rouge, dans le nord du pays, est la deuxième zone industrielle, et représente quelque 24,1 % du total des industries actives au Vietnam. La province de Hanoi est pour sa part la cinquième du pays en matière d'industrie, avec 8,7 % du total national. Attentive à cette réalité, l'Agence pour le Commerce extérieur propose aux participants de la mission économique conjointe de se rendre tant à Hanoi qu'à Hô Chi Minh-Ville afin de toucher le plus grand public industriel possible.





Le plan de développement 2011-2015, récemment approuvé par les instances du pays, fait la part belle au secteur secondaire. L'appareil industriel vietnamien est en effet obsolète dans de nombreux secteurs. Les entreprises sont dès lors en demande de technologies étrangères afin de se moderniser et de gagner en compétitivité.

### Secteur tertiaire

Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Le domaine de la santé est en croissance au Vietnam. En effet, le pays consacre à présent 7,9 % de son PIB aux soins de santé, et le Vietnamien moyen a dépensé 213 USD (en parité de pouvoir d'achat) en soins de santé en 2009, contre 132 USD en Inde ou encore 308 USD en Chine. La qualité des infrastructures de soins est actuellement inférieure aux standards internationaux, mais avec la hausse de la demande de soins par la population, elles sont amenées à se moderniser.

Le réseau de télécommunications vietnamien est en développement rapide, avec une croissance de 40 % du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile entre 2009 et 2010. Le marché reste néanmoins trop peu concurrentiel aux yeux des professionnels du secteur, et le gouvernement a instauré de nouvelles règles

du jeu en juin 2010 afin de diminuer le pouvoir de marché des grands opérateurs. Ces mesures ne sont toutefois pas accompagnées de dates butoir, de sorte que les acteurs du secteur sont sceptiques quant à leur impact réel.

La majorité des clients utilisent la formule prépayée. Les dernières technologies ont encore du mal à s'implanter dans le pays : le coût de la 3G reste trop élevé et peu d'opérateurs semblent s'intéresser aux offres de technologies 4G. Comme beaucoup d'autres secteurs tertiaires, le domaine des télécommunications aura certainement besoin de se moderniser dans un avenir proche, ce qui se traduira sans aucun doute en de nombreuses perspectives d'affaires.

Le secteur vietnamien du transport connaît une croissance exponentielle depuis plusieurs années. Alors qu'en 2000 le transport de fret dans son ensemble avoisinait les 223,8 millions de tonnes, il est estimé atteindre les 802,2 millions de tonnes en 2010, soit une progression annuelle moyenne de 8,1 %. C'est surtout le transport routier qui domine, représentant 72,9 % du fret en 2010 (chiffres préliminaires), devant le transport par voies maritimes intérieures (18,0 %). Les autres formes de transport, bien qu'ayant également connu une croissance rapide, sont plus marginales.

Bien que les analystes restent optimistes, ils soulignent néanmoins l'importance de moderniser les infrastructures de transport afin de pouvoir faire face à l'augmentation à venir du transport de biens.

Finalement, le secteur vietnamien de la finance est relativement peu développé, avec une faible pénétration des entreprises étrangères. Selon les dernières données (2007), les actifs bancaires ne représentaient que 0,8 % du PIB, alors que les assurances vie et non-vie étaient estimées à respectivement 0,8 % et 0,7 % du PIB. Le marché des capitaux boursiers est quant à lui évalué à 0,4 % du PIB. Les opportunités de développement sont donc importantes, surtout à la suite de l'adhésion du pays à l'OMC censée réduire les barrières aux investissements.



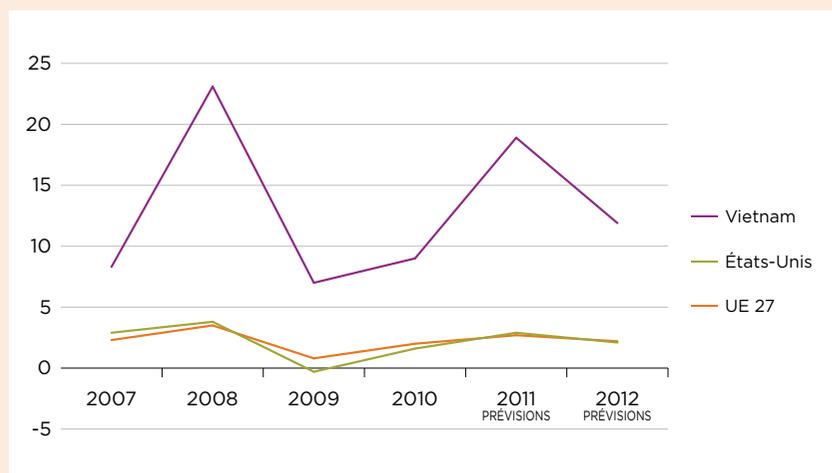
« In the last few years, the global economy has gone through a severe financial crisis with long lasting impacts. Despite recent signs of recovery, the road ahead is bumpy with considerable uncertainties. [...] Macroeconomic management and coping with potential adverse impact of inflation are also among the hotly debated issues in Vietnam. The country navigated the global crisis quite well, but since the second half of 2010, it has been experiencing various problems: high inflation, tensions in foreign exchange markets, and decreasing reserves. In many aspects, Vietnam's performance seems to differ remarkably from the majority of developing countries. »

*Victoria Kwakwa, directrice de la Banque Mondiale au Vietnam, juin 2011.*



## 2.1.2. INFLATION

### TAUX D'INFLATION, EN %



Source : EIU

L'inflation est un problème récurrent pour les autorités et le principal facteur de risque pour l'économie vietnamienne. Après avoir atteint un taux d'inflation record de 23,1 % en 2008, la hausse des prix s'est néanmoins fortement amoindrie en 2009. Plus que l'effet de la politique mise en place, c'est suite au ralentissement de l'économie vietnamienne et mondiale que l'inflation a chuté. Le rebond de croissance qu'a connu le pays en 2010 s'est traduit par une hausse considérable de l'inflation.

En août 2011, l'indice des prix à la consommation a progressé de 23 % par rapport à la même période en 2010, un chiffre qui n'avait plus été atteint depuis près de trois ans. De-

puis lors, l'inflation reste élevée et les experts internationaux s'attendent à un taux annuel de l'ordre de 18,9 % en 2011. La hausse des prix est particulièrement sensible au niveau des produits alimentaires (+ 33,4 % entre août 2010 et août 2011), des frais d'éducation (+ 21,4 %), des logements et des matériaux de construction (+ 22,9 %) ainsi que des coûts de transport (+ 20,1 %).

La faiblesse du dong et la croissance rapide du crédit sont les deux facteurs expliquant la progression des prix. Du côté de l'offre, la hausse des prix des matières premières, du pétrole et de l'électricité a été répercutée dans les prix de vente de la plupart des produits.

La réponse de la State Bank of Vietnam (SBV) au problème inflationniste n'est pas intervenue avant le mois de février 2011. Depuis lors, les deux principaux outils de politique monétaire utilisés par la State Bank of Vietnam, le taux de refinancement et le taux de réescompte, ont été plusieurs fois augmentés. Le taux de réescompte est ainsi passé de 7 % à 12 % en mars 2011, et est actuellement de 13 %. Le taux de refinancement a quant à lui augmenté de 9 % à 15 % entre décembre 2010 et octobre 2011, signalant un resserrement des conditions d'octroi de crédit aux banques du pays.

Malgré ces multiples hausses des taux, la politique économique est jugée trop hésitante par les entreprises et les acteurs des marchés. Certaines décisions sont également contradictoires avec l'objectif de lutte contre l'inflation, comme la dévaluation du dong de février 2011 ou les hausses des prix du diesel et de l'électricité de février et de mars 2011.

Lors des différents épisodes d'inflation qu'a connus le Vietnam, les autorités ont en effet montré une tendance à assouplir trop rapidement la politique monétaire. Les instances du pays mettent en effet fréquemment la pression sur la Banque Centrale afin de renforcer leur influence. En juillet 2010, les autorités monétaires ont par exemple baissé les taux d'intérêt trop prématurément, ce qui s'est traduit dans une résurgence de l'inflation.

Les tout derniers chiffres rendus publics par la State Bank of Vietnam font état d'un taux d'inflation de





0,36 % entre septembre et octobre 2011. Malgré les progrès réalisés, dont une baisse des prix dans le secteur de la construction, des transports et des services postaux, le taux d'inflation annuel mesuré entre octobre 2010 et le même mois de 2011 reste élevé. Il s'établit en effet à 21,59 %. Selon les analystes de l'Economist Intelligence Unit, la tendance à l'amélioration devrait se poursuivre en 2012, avec un taux d'inflation atteignant 12 % sur l'année.



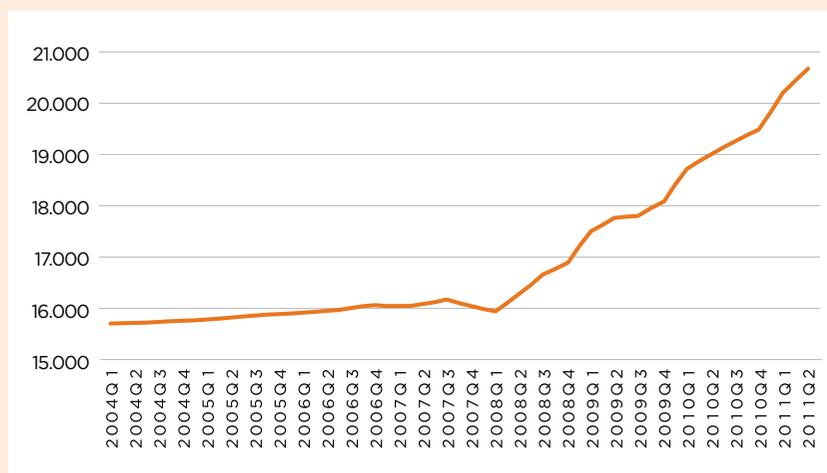
« [in] Managing the SBV monetary policy in response to the guidance of the Government in line with macroeconomic development and movements of the money market, the total liquidity and credit growth increased at the rates lower than those of the corresponding period of last year but were in line with the objective of inflation control (...) »

*Conférence sur les tâches principales du secteur bancaire pour les derniers mois de 2011, septembre 2011, State Bank of Vietnam.*



## 2.1.3. CHANGE

### TAUX DE CHANGE VND/USD



Source : EIU

Après une période de lente diminution du prix VND entre 2004 et 2008, le taux de change du dong s'est considérablement dégradé, et le VND s'est déprécié de 29 % entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2011. Les importateurs de produits vietnamiens profitent de ce taux favorable, mais les entreprises étrangères exportant vers le pays sont quant à elles pénalisées.

Afin de faire face à un déficit commercial important et à un taux d'inflation élevé, rendant le taux de change de l'époque insoutenable, les autorités monétaires ont procédé à quatre dévaluations de la monnaie nationale entre novembre 2009 et février 2011.

Cela s'est traduit dans une baisse de 13 % du dong par rapport au dollar américain. Depuis mars 2011, des progrès notables ont été enregistrés, et le dong s'est stabilisé autour de 20.750 VND/USD.

Ces chiffres sont à mettre en perspective avec l'appréciation du dollar face aux autres devises. En effet, le dollar s'est renchéri tant par rapport à l'euro qu'au franc suisse. De nombreuses monnaies asiatiques ont ainsi perdu de leur valeur en comparaison du dollar américain depuis 2009.

Le taux de change effectif réel est souvent un meilleur indicateur de la situation économique du pays. Celui-ci prend en effet en compte l'indice





des prix et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des exportations et importations du pays. Il est de ce fait plus proche d'un indicateur de la compétitivité du pays en question. Celui-ci signale également un gain de compétitivité internationale notable de l'économie vietnamienne par rapport à ses partenaires commerciaux.

Dans un système de change relativement rigide comme celui du Vietnam, une variable clé est la valeur des réserves de change à la disposition des autorités monétaires. Selon les dernières informations du fond monétaire international, les réserves de change de la State Bank of Vietnam se sont considérablement amoindries. Alors qu'elles atteignaient 26,4

milliards d'USD en 2008, elles ne sont en effet plus que de 12,2 milliards en mars 2011. La marge de manœuvre des autorités monétaires est donc fortement réduite, et leur laisse peu d'options pour contrecarrer les futures chutes du dong. Étant donné

la persistance du déficit commercial du pays et de l'inflation, exerçant des pressions à la baisse sur la monnaie vietnamienne, les analystes s'attendent à ce que la dépréciation du dong se poursuive dans les mois à venir.



« (...) challenges that we face in stabilizing economic and financial conditions conducive to healthy growth still remain ahead. Inflationary pressure, macroeconomic imbalances, climate change and the likes seem to continue to threaten our efforts in stabilizing the economy and ensuring our social targets. Apart from our consistent efforts, the support and assistance from our development partners (...) play a critical role in this regard and we hope you can continue to assist us in our endeavour. »

*Nguyen Van Binh, gouverneur de la State Bank of Vietnam, 23 septembre 2011.*

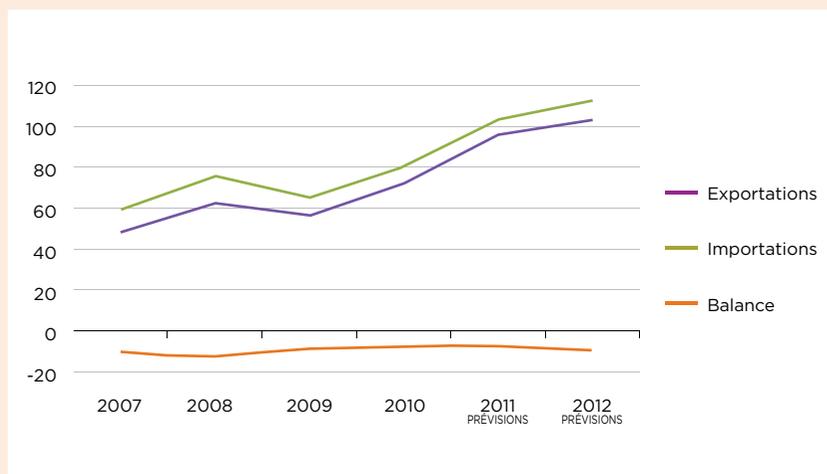




## 2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

### 2.2.1. RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES, MILLIARDS DE VND À PRIX CONSTANTS



Source : EIU

Contrairement à la situation chez ses voisins d'Asie, le commerce vietnamien de marchandises présente historiquement un déficit. Le dernier surplus de la balance des biens date en effet de 2001. Depuis lors, le déficit s'est considérablement creusé, passant de - 1,054 millions de VND en 2002 à - 12,782 millions en 2008, un record pour le pays. Cette aggravation du déficit s'est toutefois réduite en 2009 alors que les exportations vietnamiennes vers l'étranger étaient moins touchées par la crise que ne l'étaient les importations du pays.

L'ouverture du Vietnam au commerce et aux investissements étrangers a

débuté avec la politique de modernisation économique de 1986. Depuis lors, de nombreux secteurs de l'économie vietnamienne se sont ouverts aux capitaux étrangers. Les parts de marché des entreprises étrangères ont rapidement progressé suite aux réformes mises en place par les autorités. Ces efforts ont été reconnus par l'OMC, et après 15 ans de négociations, le Vietnam a reçu le statut de membre de l'Organisation mondiale du commerce le 11 janvier 2007.

Cette accession a été un moteur d'importance dans le processus de réforme du pays, et un des facteurs déterminants de la croissance du

commerce extérieur en 2008. C'est à la suite des réductions des tarifs imposés sur les produits vietnamiens que le pays a continué à gagner des parts de marché mondiales alors même que les coûts de production augmentaient en 2008.



« L'accèsion à l'OMC pose des défis majeurs à l'économie vietnamienne. Nous pensons cependant qu'avec la coopération des Membres, le Vietnam tirera le meilleur parti des possibilités offertes, et relèvera les défis avec succès, en assurant une croissance rapide et durable et en jouant un rôle proactif dans le développement du système commercial multilatéral. »

*M. Truong Dinh Tuyen, ministre du Commerce, novembre 2006.*

Le pays est également membre de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations) depuis juillet 1995. Cette participation à l'association a été un des éléments déterminants dans la croissance économique du pays durant les dernières 16 années. Elle lui octroie un accès aisé à un espace économique de taille :

- » 590 millions d'habitants,
- » 1.496 milliards d'USD de production dans la zone en 2009, et des exportations atteignant 810 milliards d'USD,



- » un taux de croissance de 1,5 % en 2009, alors que la croissance mondiale était alors de -2,3 %.

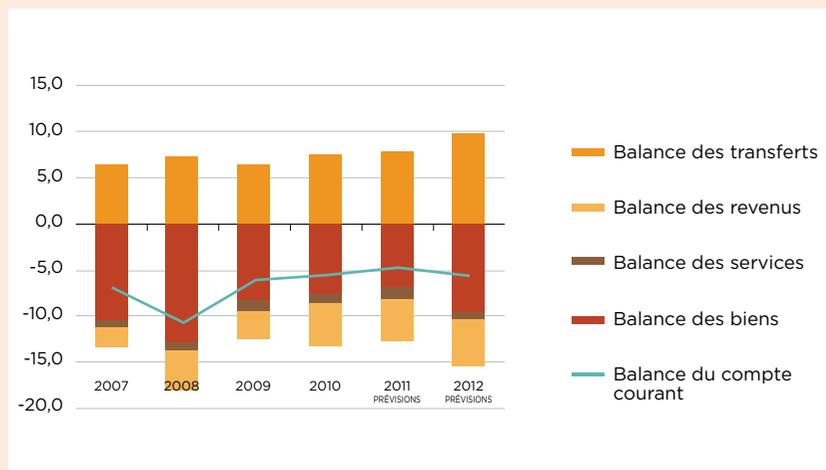
Dans le cadre de l'ASEAN, le commerce entre le Vietnam, le Brunei, le Cambodge, les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, le Laos, et le Myanmar est soumis à un tarif commun et préférentiel inférieur à 5 %.

Les relations économiques du pays avec ses partenaires hors de l'Asie du Sud-est sont quant à elles régies par de nombreux accords de libre-échange contractés par l'ASEAN. La plupart des grandes économies d'Asie ont conclu des accords avec l'association, et le pays est également signataire d'un accord bilatéral avec les États-Unis.

Après le constat d'échec autour de l'accord de libre-échange entre l'ASEAN et l'Union européenne, cette dernière a pris le parti de conclure des accords bilatéraux avec les pays d'Asie du Sud-est. À ce titre, un accord est en cours de négociation à l'heure actuelle. Celui-ci serait déterminant pour le Vietnam, car il lui accorderait le statut d'économie de marché (un facteur clé dans les cas de dumping) et faciliterait les investissements européens dans le pays.

Enfin, les relations économiques du Vietnam avec la Belgique sont encadrées par une convention préventive de la double imposition datant de 1996. Un accord de protection des investissements est également en vigueur entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Vietnam depuis janvier 1991.

### CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT, MILLIARDS DE VND À PRIX CONSTANT



Source : EIU

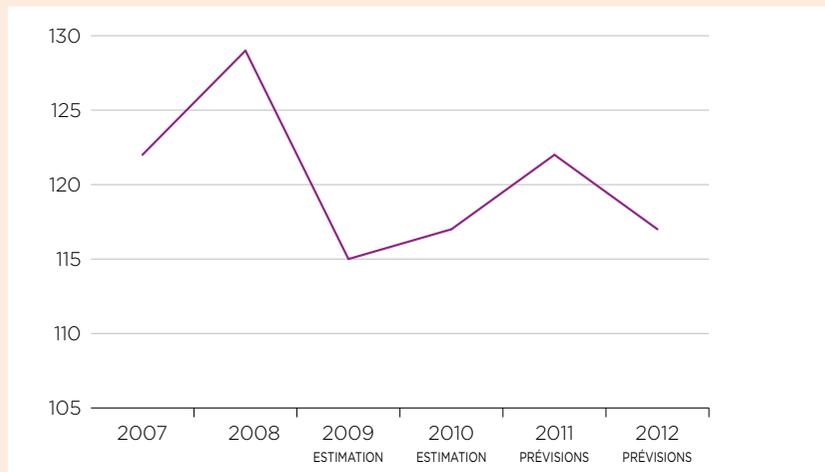
La balance vietnamienne du compte courant est en déficit depuis 2006, et la tendance s'est renforcée en 2007 et en 2008 suite à l'adhésion de Vietnam à l'OMC. C'est surtout le commerce de marchandises qui pèse sur la balance du compte courant, puisque le pays est un importateur net de produits, principalement des machines et équipements en provenance de la Chine. Les balances des revenus (différence entre les salaires versés et reçus de l'étranger, et entre les revenus tirés des investissements à l'étranger ou versés aux étrangers ayant investi dans le pays) et des services sont également deux facteurs explicatifs du déficit de la balance courante. Seule la balance des transferts (reprenant les transferts de fonds effectués par des travailleurs à l'étranger, et les contributions des organisations internationales) permet au pays de maintenir le déficit sous contrôle.

Malgré l'amélioration de la balance des transferts courants prévue pour le futur, les experts de l'Economist Intelligence Unit s'attendent à ce que la balance du compte courant reste en déficit pour au moins les cinq années à venir.





## TERMES DE L'ÉCHANGE (1900=100)



Source : EIU

Tandis qu'ils étaient en progression constante depuis 2001, les termes de l'échange vietnamiens se sont sensiblement dégradés en 2008 et 2009. Les prix des exportations diminuaient alors plus rapidement que ceux des importations (avec une baisse de respectivement -15,2 % des prix des exportations et de - 5,2 % du prix des produits importés).

La tendance s'est inversée en 2010, et les termes de l'échange se sont améliorés pour le pays. Selon les derniers chiffres du service des douanes, les importations du Vietnam pour le mois de septembre se sont élevées à 9,4 milliards d'USD (soit 27 % de progression par rapport à septembre 2010). Les exportations atteignaient quant à elles 7,9 milliards de dollars (une croissance de 34 %).

Le Vietnam représentait 0,46 % du total mondial des exportations de

biens en 2009. Les principaux clients du pays en 2010 sont :

- » les États-Unis (20,2 %),
- » le Japon (10,4 %),
- » la Chine (8,8 %),
- » et l'Allemagne (4,0 %).

Le pays pesait pour 0,55 % du total mondial des importations en 2009. Les pays asiatiques ont une place importante dans les importations du Vietnam. Parmi les fournisseurs clés de l'économie vietnamienne, on retrouve en 2010 :

- » la Chine (30,4 %),
- » le Japon (10,7 %),
- » Singapour (9,7 %),
- » et la Corée du Sud (8,6 %).

L'importance du pays pour l'Union européenne dans son ensemble se reflète dans les chiffres européens du commerce international. 4,7 milliards d'EUR de marchandises européennes ont été exportés en 2010 soit une progression de 23,4 %, alors que 9,4 milliards de produits vietnamiens ont été importés dans l'Union, traduisant une augmentation de 21,4 % par rapport à 2009. Le pays est le 42<sup>e</sup> marché le plus important pour l'UE, et son 31<sup>e</sup> fournisseur (0,6 % des importations européennes proviennent du Vietnam). Dans son ensemble, l'Union est un partenaire des plus importants pour le Vietnam : deuxième marché à l'exportation et sixième à l'importation.

Les principaux produits exportés par le Vietnam en 2010 sont :

- » les textiles et vêtements (15,6 %),
- » les chaussures (7,1 %),
- » le pétrole brut (6,9 %),
- » ainsi que les produits de la pêche (6,9 %).

Du côté des importations, on retrouve principalement :

- » les machines et équipements (16,1 %),
- » l'acier (7,4 %),
- » le pétrole raffiné (6,9 %),
- » et le matériel pour l'industrie textile (6,4 %).



Au sein de l'OMC, la politique commerciale vietnamienne ne crée pas de problèmes excessifs. Le pays n'a pas encore fait l'objet de procédures devant l'organe de règlement des différends en tant que défendeur depuis son adhésion en 2007 et n'a porté plainte qu'à une reprise (contre les États-Unis). Seules neuf procédures impliquant le Vietnam comme tierce partie ont été enregistrées depuis son entrée à l'OMC.

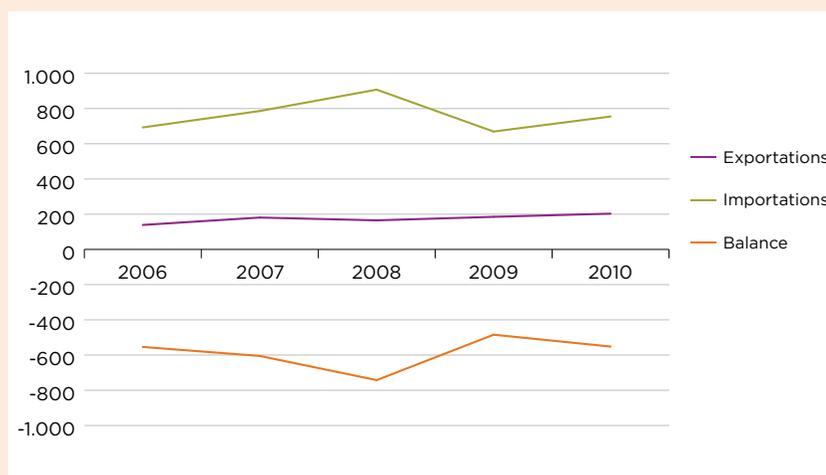


« Je partage avec le premier ministre Dung la volonté d'aller encore plus loin [que l'Accord de Partenariat et de Coopération entre l'UE et le Vietnam]. Nous avons discuté aujourd'hui de la question d'un accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne. Le marché européen absorbe chaque année près de 20 % des exportations vietnamiennes. Et depuis le début de cette année, les investissements européens au Vietnam, qui s'élèvent à plus de 2 milliards d'euros, ont quadruplé par rapport à l'an dernier. Un accord de libre-échange dynamiserait encore davantage notre commerce et nos investissements. Nous avons été d'accord pour qu'après les discussions préparatoires techniques on puisse lancer dès que possible les négociations pour cet accord de libre-échange. »

*José Manuel Durão Barroso, président de la commission européenne, octobre 2010.*

## 2.2.2. RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE

### ÉCHANGES BILATÉRAUX DE BIENS ENTRE LA BELGIQUE ET LE VIETNAM, EN MILLIONS D'EUR



Source : Banque Nationale de Belgique

Le Vietnam est un partenaire commercial important pour la Belgique. Avec 203,2 millions d'EUR de marchandises belges exportées vers le pays, ce pays est le 69<sup>e</sup> client de la Belgique. Il se classe 41<sup>e</sup> parmi les fournisseurs de notre économie, avec 754,8 millions d'EUR. Le Vietnam n'en reste pas moins une destination relativement négligée par les entreprises belges. Durant les six premiers mois de 2011, la Belgique y a exporté pour 104 millions d'EUR de marchandises.

La balance commerciale de la Belgique avec le pays est historiquement déficitaire. Notre déficit s'est rapidement creusé entre 2006 et 2008, alors que les importations belges augmentaient et que les exportations à destination du Vietnam

stagnaient. La crise économique s'est fortement fait sentir du côté de nos importations, qui ont chuté de 26 % entre 2008 et 2009. Nos exportations ayant légèrement progressé sur la période, le déficit de la balance commerciale s'est réduit.

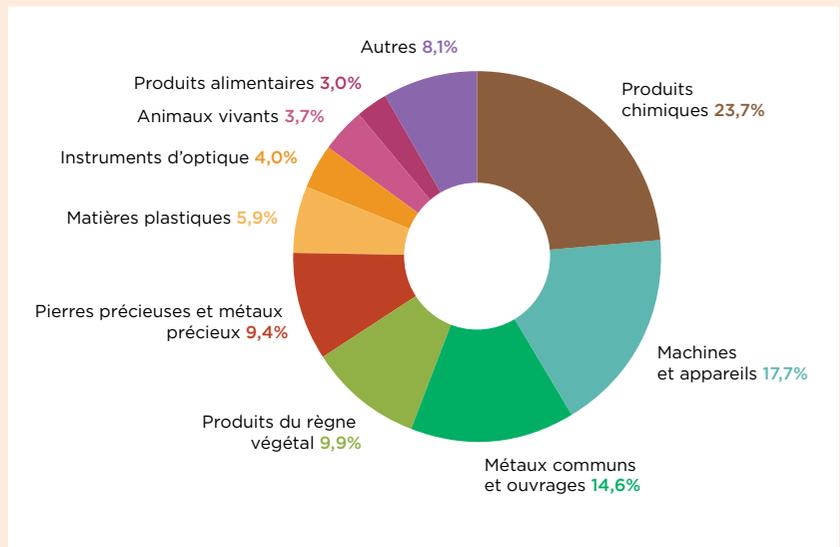
Sur base des six premiers mois de 2011, les exportations belges à destination du Vietnam se sont chiffrées à 103,9 millions d'EUR, soit un accroissement de 10 % par rapport à la période correspondante de 2010. Les importations belges en provenance du Vietnam se sont quant à elles établies à 345,0 millions d'EUR soit une baisse de 4,8 % en comparaison avec la même période en 2010. Si cette tendance se poursuit, le déficit de la balance commerciale devrait se réduire en 2011.





La banque de données de l'Agence pour le Commerce extérieur démontre l'intérêt que témoignent les entreprises belges pour le marché vietnamien. En septembre, on comptait 805 exportateurs actifs dans le pays et 1.798 entreprises intéressées par ce marché (sur un total de plus de 20.000 entreprises). La différence entre le nombre d'entreprises intéressées et celui des exportateurs illustre l'hésitation des entreprises belges à franchir le pas et à exporter au Vietnam, ce qui confirme l'intérêt d'une mission économique conjointe.

#### RÉPARTITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS BELGES, EN 2010, EN %



Source : Banque Nationale de Belgique

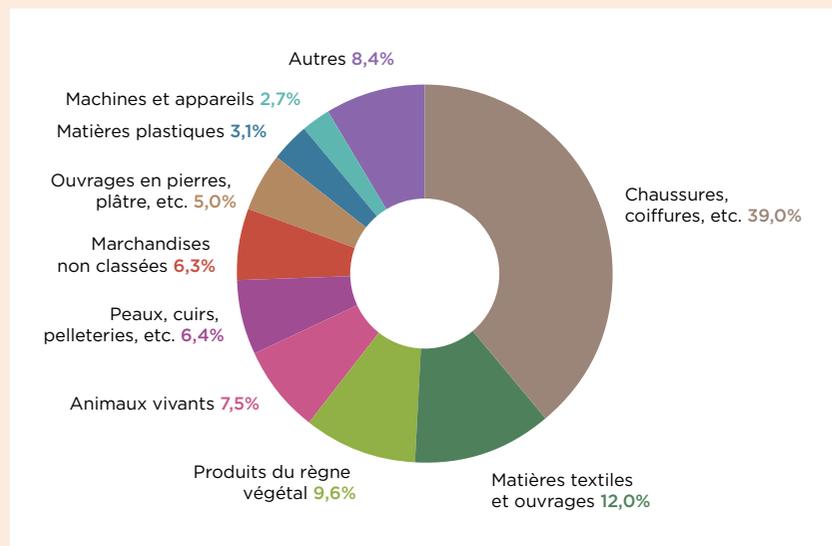
Les machines et appareils ainsi que les produits chimiques, deux sections traditionnellement prépondérantes dans le commerce extérieur belge, représentent à elles seules un peu moins de la moitié des exportations vers le Vietnam. Ces deux sections ont respectivement progressé de 47 % et de 17 % entre 2009 et 2010. Sur base des six premiers mois de 2011, elles représentent près de 40 % des exportations belges au Vietnam.

La majorité des secteurs d'exportation ont progressé en 2010, les exportations d'instruments d'optique et d'animaux vivants augmentant respectivement de 94,9 % et 60,7 %. Ces taux de croissance rapides sont

en partie le fait de la faible base de comparaison pour ces deux catégories. La section des instruments d'optique ne représente actuellement que 4,0 % du total des exportations, alors que les animaux vivants ne représentent que 3,7 % des ventes belges au Vietnam. On remarque également une forte augmentation des exportations de produits du règne végétal (+ 57,6 %), et une chute notable des livraisons de métaux communs et ouvrages.



## RÉPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS BELGES, EN 2010, EN %



Source : Banque Nationale de Belgique

Plus du tiers des produits importés du Vietnam font partie de la catégorie des chaussures, coiffures et autres. Cette section est composée à 98,8 % de chaussures. Après avoir chuté de 23,6 % entre 2008 et 2009, les importations de cette section ont rebondi de 14,9 % en 2010. Les matières textiles et ouvrages, avec 12 % des importations belges, sont en progression de 8,3 % sur 2010, et constituent la deuxième section à l'importation. Elle est pour près de trois quarts composée de vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie.

Le groupe des produits du règne végétal s'est octroyé 9,6 % de nos

importations, soit une progression de 6,5 % par rapport à l'année passée. Seules deux catégories ont vu leurs importations diminuer entre 2009 et 2010, à savoir les animaux vivants et les machines et appareils (chutant de 1,5 % et 3,4 % respectivement).

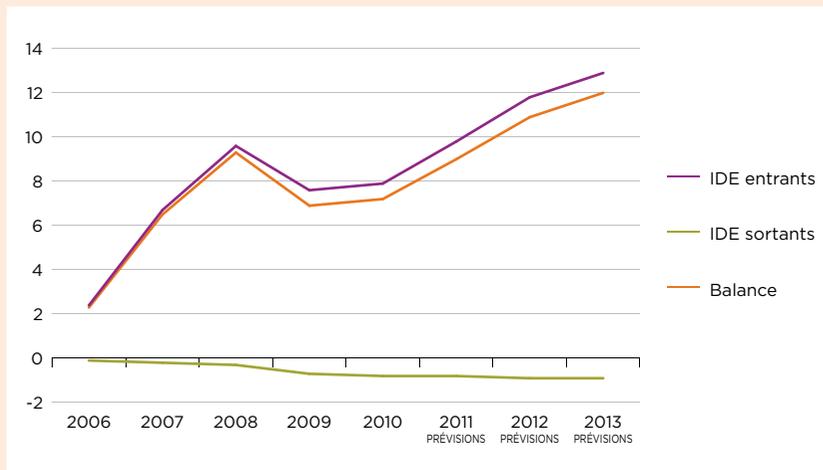
Les hausses les plus spectaculaires ont été enregistrées dans les secteurs des ouvrages en pierre, plâtre, et ciment (+ 38,8 %), des matières plastiques (+ 18,8 %), et des métaux communs (+ 15,2 %). Toutes sections confondues, les importations en provenance du Vietnam ont progressé de 12,8 % en 2010.





## 2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une entreprise étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont généralement classifiées selon deux grands groupes : les investissements dits « greenfields », qui visent à créer une entreprise de toutes pièces, et les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

L'ensemble des économies de l'ASEAN a vu les investissements affluer ces dix dernières années, et le Vietnam ne fait pas exception à la règle. Depuis 1997 (date des premières données fiables disponibles), le stock d'IDE par habitant ne cesse de croître, passant de 136,4 USD par tête à 659 USD par habitant en 2010 (383 % de croissance). Cette progression s'est accélérée entre 2006 et 2007, alors que les flux d'IDE entrants mesurés en pourcentage du PIB vietnamien ont énormément aug-

menté, passant de 3,9 % à 9,4 % du PIB, pour atteindre 10,6 % du PIB en 2008.

Bien que cette progression soit en partie due à la bonne santé des économies partenaires du Vietnam, il faut également y voir les effets des réformes réalisées par le pays dans l'objectif d'adhésion à l'OMC. Celle-ci s'est en effet accompagnée d'une facilitation des investissements directs étrangers et d'une amélioration de la protection des intérêts des investisseurs.

Malgré la crise économique de 2009, les flux d'investissements directs étrangers au Vietnam se sont maintenus aux alentours de 8 % du PIB, et ont atteint 7,7 % du PIB en 2010. La tendance devrait néanmoins repartir à la hausse selon les experts de Business Monitor International, qui considère que le pays reste le plus intéressant en matière de potentiel d'IDE au sein de l'ASEAN pour les cinq années à venir. Les éléments expliquant l'at-

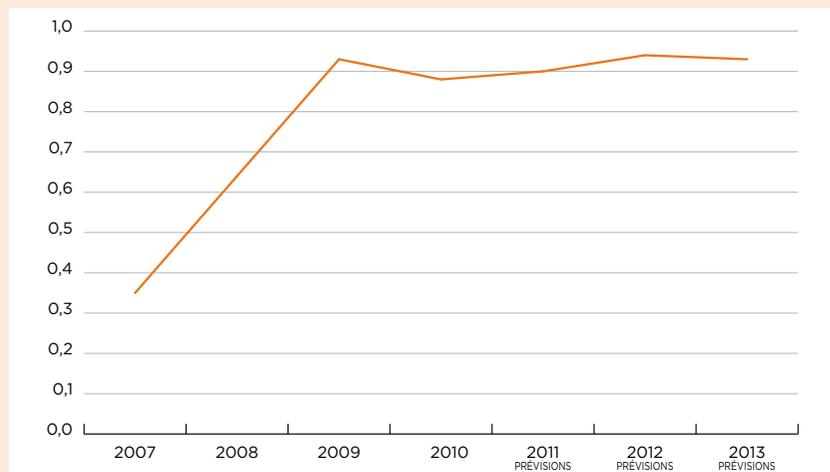
tractivité du pays sont multiples :

- » une croissance économique attendue plus élevée que celle des autres pays d'Asie du Sud-est,
- » une population jeune et en croissance,
- » de très bonnes performances en matière de droit des contrats (5<sup>e</sup> place dans le classement Doing Business 2012 au sein de l'Asie de l'Est et du Pacifique), et de l'accès au crédit (4<sup>e</sup> place dans ce même classement),
- » un marché d'une taille considérable au regard des autres économies de la zone,
- » l'accès du pays à un important marché à l'exportation,
- » et un marché du travail relativement efficient.

Grâce à ces différents éléments et à l'accession à l'OMC en 2007, la part des IDE mondiaux dirigés vers le Vietnam est passée de 0,64 % en 2007 à 0,88 % en 2010. Le pays est classé 22<sup>e</sup> mondial par le rapport « World Investment Report 2009 » de l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) en ce qui concerne la performance des IDE, et 73<sup>e</sup> par rapport à l'indice de potentiel d'investissements entrants. Finalement, le Vietnam est le 11<sup>e</sup> pays le plus souvent mentionné comme destination prioritaire d'IDE par les entreprises.



## PART DES FLUX D'IDE MONDIAUX DIRIGÉS VERS LE VIETNAM, EN %



Source : EIU

La majorité des investissements au Vietnam sont destinés à l'industrie manufacturière et de la transformation. Ce secteur totalisait en effet un peu plus de 97,8 milliards d'USD, soit 49 % des 198,9 milliards d'IDE qu'a attiré le pays en 2010. La deuxième grande section est celle des investissements réalisés dans le secteur immobilier, qui représentent 24,2 % du total.

Ce sont les provinces de Hô Chi Minh-Ville, Ba Ria - Vung Tau, et de Hanoi où sont concentrés la majorité des investissements effectués par les entreprises étrangères, avec respectivement 15,5 %, 13,3 % et 10,5 % du total des IDE vers le Vietnam. Ils sont principalement réalisés par des filiales en propriété exclusivement étrangère (78,45 % du total) et une proportion minimale de ces investissements sont des coentreprises (18,05 %).

Les investissements belges au Vietnam sont actuellement limités. Selon les chiffres disponibles auprès du SPF Affaires Étrangères belges pour 2010, ceux-ci s'élevaient à 100 millions d'USD, faisant de notre pays le 37<sup>e</sup> investisseur dans le pays. Ce chiffre représente 0,05 % du total des IDE destinés au Vietnam cette année-là. Les données officielles sont néanmoins loin de la réalité. Si l'on prend en compte les investissements réalisés par des filiales d'entreprises belges à l'étranger et destinés au Vietnam, le montant des IDE belges s'élève à près de 466 millions d'USD. Il s'agit d'investissements dans le domaine de la taille du diamant, des services portuaires ainsi que des technologies de l'information et de la communication. Les autres investissements belges concernent l'agroalimentaire, la maroquinerie ainsi que l'extraction et la taille de pierres. Les investissements vietnamiens en Belgique sont quant à eux infimes.



« Adopting the Investment Law to both domestic and foreign investment has created an equal competition for enterprises, facilitated them to be expanded and diversified; such barriers as the ratio of domesticated components, the ratio of exported goods, etc. have been removed, making it easy for investors to choose any line of business corresponding to their business ideas. »

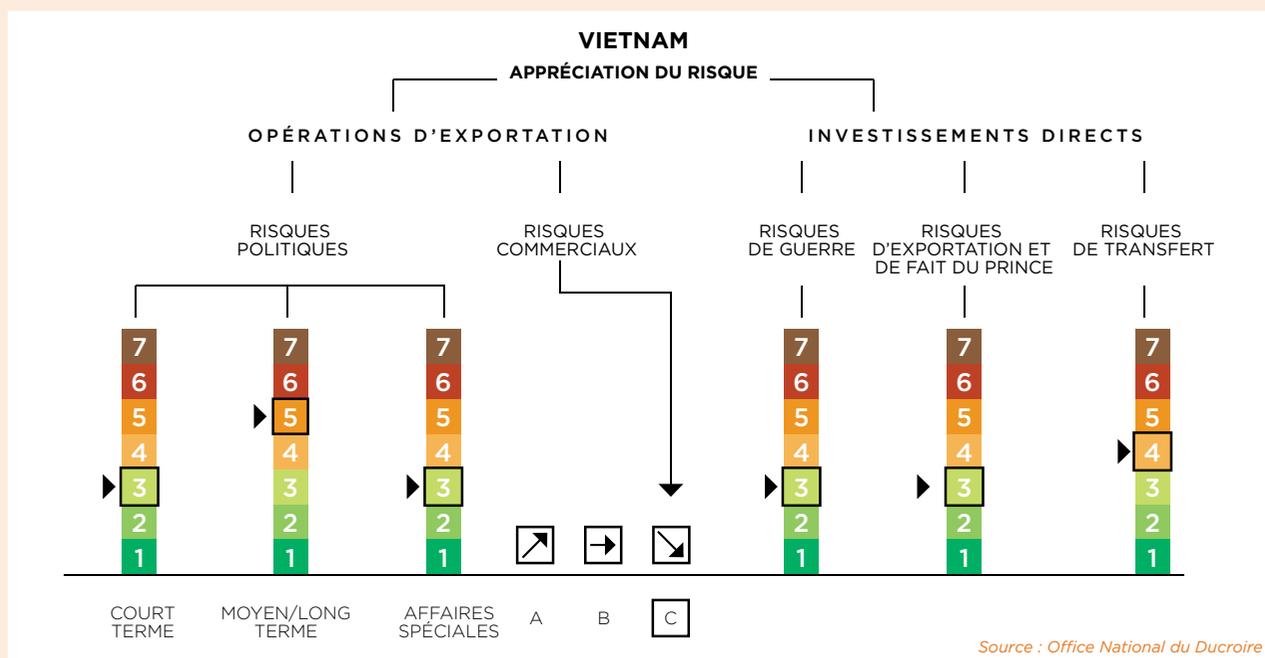
*Nguyen Dinh Tai, Directeur du Management Consulting and Training Center, avril 2009.*





## 2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

### 2.4.1. APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE



L'Office National du Ducroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour le Vietnam sont mitigées tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Les « risques politiques » auxquels les investisseurs s'exposent au Vietnam sont conséquents, que ce soit à court ou à moyen et long terme (respectivement classes 3 et 5). Le « risque politique » doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le « risque commercial » se situe en classe C, soit un risque élevé. Il s'agit du risque de carence du débiteur pri-

vé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macro-économiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise, et sans autres condi-



tions particulières. La couverture des opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de moyen/long terme avec des débiteurs publics est, par contre, subordonnée à l'obtention d'une garantie bancaire pour les affaires jusqu'à 10 millions d'EUR et d'une garantie du ministre des Finances pour toutes les affaires d'un montant supérieur à 10 millions d'EUR

#### Investissements directs

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Le Vietnam obtient ici la cotation moyenne de 3 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dis -) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 3 sur 7, le Vietnam obtient un résultat en demi-teinte.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 4 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques moyens (pour de plus amples informations, voir [www.ondd.be](http://www.ondd.be)).

## 2.4.2. AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne repreneons ici qu'une sélection des plus connues.

- » Selon le Global Competitiveness Report 2010-2011 du World Economic Forum, le Vietnam obtient la 65<sup>e</sup> place sur 139 pays classés selon leur compétitivité, derrière l'Irlande, mais devant l'Islande. Ce résultat, une chute de 20 places par rapport au précédent rapport, est principalement dû à une infrastructure routière et portuaire insuffisante, un faible taux de participation des jeunes à l'enseignement, et à des institutions insuffisamment stables. La régulation excessive pèse également sur les performances du pays. Les facteurs les plus problématiques pour les affaires sont l'inflation élevée (citée par 16,7 % des participants à l'enquête) et l'accès au financement (15,8 %).
- » Le pays est 71<sup>e</sup> sur 125 pays en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2010 du World Economic Forum, soit une progression de 18 places par rapport à 2009.
- » L'OCDE estime le risque pays à 5 sur 7 au Vietnam, soit un risque élevé.
- » Selon l'Index of Economic Freedom 2011 de la Fondation Heri-

tage, le pays se classe 139<sup>e</sup> sur 179 avec un score de 51,6 (en progression).

- » La dette du gouvernement vietnamien est notée B1 selon Moody's Investors Service, B+ par Fitch et BB- d'après Standard & Poor's (août 2011), soit un niveau de risque élevé. Les agences de notations sont principalement attentives à l'inflation et à la cohérence de la politique économique, et n'excluent pas de revoir leurs notations à la baisse si rien n'est fait pour stabiliser l'économie du pays.
- » Finalement, selon l'indicateur Doing Business 2011 de la Banque Mondiale, le pays se classe à la 78<sup>e</sup> place sur 183, derrière les Bahamas, mais devant la Chine, et en progression de dix places. Le Vietnam obtient un bon score concernant l'obtention de crédit et l'application des contrats, mais les résultats sont plus défavorables concernant les formalités à remplir pour ouvrir et fermer une entreprise ainsi que pour le degré de protection des investissements.







## APPROCHE SECTORIELLE



## 3.1 CONSTRUCTION ET INFRASTRUCTURES

Les infrastructures vietnamiennes sont en mauvais état et ont besoin d'être modernisées. À la suite du développement rapide du pays ces dix dernières années, les voies commerciales sont insuffisantes pour accommoder le flux supplémentaire de marchandises. La demande envers le secteur de la construction en général, et les matériaux de construction en particulier, a donc logiquement augmenté. La croissance du secteur se remarque dans les chiffres, puisque Business Monitor International répertorie pas moins de 170 projets d'infrastructure en cours au Vietnam, pour une valeur totale de 230 milliards d'USD.

### Construction

La croissance du secteur de la construction s'est quelque peu ralentie en 2011, avec une progression attendue de 4 % sur l'année selon les experts de Business Monitor International. Le taux d'inflation et les taux d'intérêt étant élevés, les entreprises et les particuliers ont en effet reporté de nombreux chantiers, et les carnets de commandes sont moins fournis.

Néanmoins, soutenu par la croissance économique rapide et les améliorations des conditions d'investissements, le secteur de la construction devrait se développer à un rythme de près de 6,3 % par an entre 2011 et 2015. Grâce à la hausse du niveau de vie de la population, les secteurs de l'immobilier résidentiel et commercial devraient également progresser rapidement dans les années à venir. Les plans mis en place par le gouvernement créent de nombreuses opportunités : 19,7 milliards d'USD devraient être alloués à la construction de logements entre 2015 et 2020, et plus particulièrement dans la construction de logements sociaux. Le plan prévoit entre autres :

- » la mise en chantier de 600.000 logements publics,
- » et une augmentation des surfaces disponibles afin de faire passer la surface de vie moyenne par habitant de 21,5 à 25 m<sup>2</sup>.

Ces objectifs sont toutefois jugés ambitieux par de nombreux experts du

secteur, et il subsiste des doutes sur leur implémentation dans la pratique.

Le marché des matériaux de construction devrait également connaître une croissance rapide. Selon les analystes de Business Monitor International, la demande de ciment devrait progresser de 9 à 10 % en 2011. Ce sont principalement les matériaux de haute technologie qui seront les plus demandés, vu le retard de l'industrie dans ce domaine.

### Infrastructures

Les infrastructures du Vietnam sont obsolètes dans de nombreux domaines. Les limites des installations actuelles sont surtout visibles dans le secteur de l'énergie. Conséquence d'un sous-investissement chronique dans les projets énergétiques, le pays ne dispose pas des capacités de générations suffisantes pour satisfaire les besoins croissants de l'industrie et de la population. En 2010, Electricity of Vietnam (l'entreprise publique du secteur, en situation de monopole) avait en effet reconnu son incapacité à réaliser l'ensemble des projets nécessaires du fait de restrictions d'accès au marché des capitaux. Entre janvier et novembre 2010, la production d'électricité par Electricity of Vietnam n'a augmenté que de 14,5 % alors que la demande du secteur de la construction et de l'infrastructure progressait, elle, de 18,7 %.

Conscient de cette faiblesse, le gouvernement a lancé un vaste projet de modernisation des infrastructures énergétiques. Alors qu'en septembre 2011, les travaux de la centrale de Mong Duong 2 démarraient dans le nord du

### ÉVOLUTION DES PRIX DANS LE DOMAINE DE LA CONSTRUCTION, EN %



Source : General Statistics Office, State Bank of Vietnam

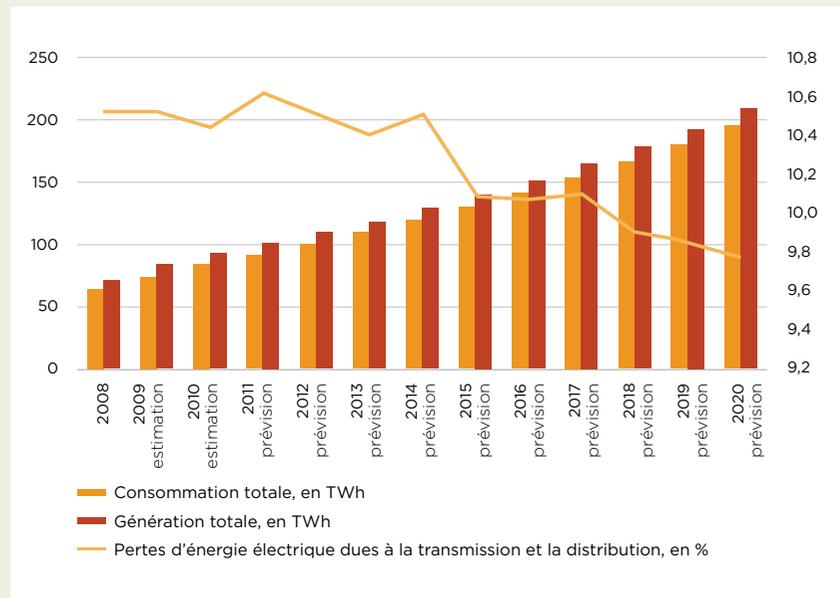


pays, les autorités annonçaient être en pourparlers avec plusieurs entreprises étrangères afin de construire 12 nouvelles centrales énergétiques dans le pays. Le plan de développement des infrastructures énergétiques 2010-2020 prévoit la mise en circulation de centrales énergétiques (thermiques, hydroélectriques, éoliennes et nucléaires) supplémentaires assurant la production de 4,100 MW par an. Les investissements étrangers dans le secteur sont toutefois encore trop restreints, principalement du fait des prix de l'énergie qui sont artificiellement plafonnés.

Le réseau maritime doit également être modernisé afin de faire face à la demande croissante de la part des partenaires asiatiques du Vietnam. De plus, le transport par voie fluviale et maritime représente 25 et 30 % du transport intérieur de marchandises, et est donc un secteur primordial pour les autorités vietnamiennes. Celles-ci ont en effet prévu de multiplier les volumes exportés par un facteur quatre sur les 10 années à venir en investissant massivement dans les ports. L'expansion des ports du delta du Mékong (principalement les fleuves Tien et Hau) est un des projets les plus stratégiques des autorités. Les capacités combinées des infrastructures portuaires de la région, actuellement limitées à 15,7 millions de tonnes, devraient en effet être augmentées pour atteindre 28 millions de tonnes en 2020.

Avec les nombreuses opportunités qui se feront jour tant dans le secteur de la construction que dans celui des infrastructures énergétiques ou de transport, nul doute que les entre-

### GÉNÉRATION ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE, EN TWh



Source : EIA/World Bank/BMI Calculation

prises belges vont pouvoir mettre en avant leur savoir-faire dans ce domaine et réaliser des affaires avec leurs partenaires vietnamiens.

#### Opportunités pour les entreprises belges :

Immobilier résidentiel, social et touristique, bureaux, infrastructures énergétiques, ports et voies navigables, infrastructures de soins et d'éducation, architecture, ingénierie civile, design, domotique, création de ponts et de tunnels, machines de production, infrastructures de transport, gestion de projets, matériaux de construction (plus particulièrement les hautes technologies et la modernisation des infrastructures de transports.



« Vietnam is so heavily dependent on external demand that getting the entire system to work, not just ports, but roads and railways too, and making customs work faster, is a big part of the story. »

*Jonathan Pincus, doyen du programme Fullbright en économie de l'université de Harvard à Hô Chi Minh-Ville, mars 2011.*





## 3.2 AGROALIMENTAIRE ET AQUACULTURE

La croissance qu'a connue le Vietnam dans le domaine de l'agriculture est exceptionnelle. Alors que le pays faisait encore face à la famine dans les années 80, il a rapidement modernisé son secteur agricole au point de devenir un partenaire de taille en matière de commerce agricole, en Asie et dans le monde. Ce pan de l'économie reste actuellement un des axes stratégiques de la politique économique vietnamienne, car il emploie indirectement près de 70 % de la population active et représente 20,6 % de l'activité économique du pays. La croissance de la demande alimentaire est estimée à 12 % par an. Les terres cultivées sont particulièrement concentrées au sud du Vietnam, qui présente un climat favorable à l'agriculture, mais le nord, et dans une moindre mesure le centre disposent également de terres cultivables et cultivées. Ce sont donc ces zones qui devraient présenter le plus d'opportunités.

Grâce au développement de la filière de la transformation et à la modernisation de l'appareil de production, le gouvernement vise à atteindre 23 milliards d'USD d'exportations alimentaires en 2011. Elles représentaient 19,53 milliards d'USD en 2010 (11,83 milliards de produits agricoles, 3,3 milliards de produits sylvicoles et 4,4 milliards de produits aquacoles). Les plans ambitieux mis en place par les autorités témoignent de leur intérêt pour le secteur. Elles visent entre autres à :

- » maintenir un taux de croissance annuel du secteur de l'ordre de 4 à 4,5 %,
- » augmenter le ratio de l'élevage dans la production de 18 % à 25 % du total,

- » investir 1 milliard d'USD dans le courant des dix prochaines années pour moderniser le secteur de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la pêche,
- » et augmenter la production de riz non décortiqué de 3,2 millions d'USD actuellement à 10 millions d'USD en 2020.

La production du pays est principalement composée de riz (41 % du total) et de viande porcine (18 %). Les autres sections les plus importantes sont le café (5 %), les légumes frais (5 %) et les

fruits frais (4 %). Avec l'ouverture du marché du riz aux entreprises internationales depuis l'adhésion du Vietnam à l'OMC, ce segment de l'agriculture devrait continuer de rester l'un des plus importants du pays. Bien que plus petites en termes relatifs, certaines catégories de produits n'en sont pas moins importantes pour le Vietnam. Il en va ainsi du poivre, qui s'adjuge la cinquième place dans le classement des exports agricoles du pays, bien qu'il ne représente qu'un pour cent de la production. Les noix de cajou font également partie de ces produits massivement destinés à l'exportation.



Produit	Place dans la production mondiale (2009)	Place dans l'export mondial
Poivre	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>
Noix de cajou	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>
Café	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
Cannelle	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
Riz	5 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
Thé	6 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>

Source : FAO



Outre ces productions à faible valeur ajoutée, le Vietnam intègre progressivement des critères de sécurité alimentaire et de traçabilité des produits à la suite des scandales alimentaires qui ont frappé le pays. C'est ainsi que le pays a développé les normes VietGAP (Vietnam Good Agricultural Practice) en 2008, ayant pour but de renforcer les inspections des sites et de la production, ainsi que de procéder à un enregistrement plus systématique des pratiques agricoles. Sur la période 2011-2015, la proportion des exploitants s'engageant dans ces pratiques devrait atteindre 90 %.

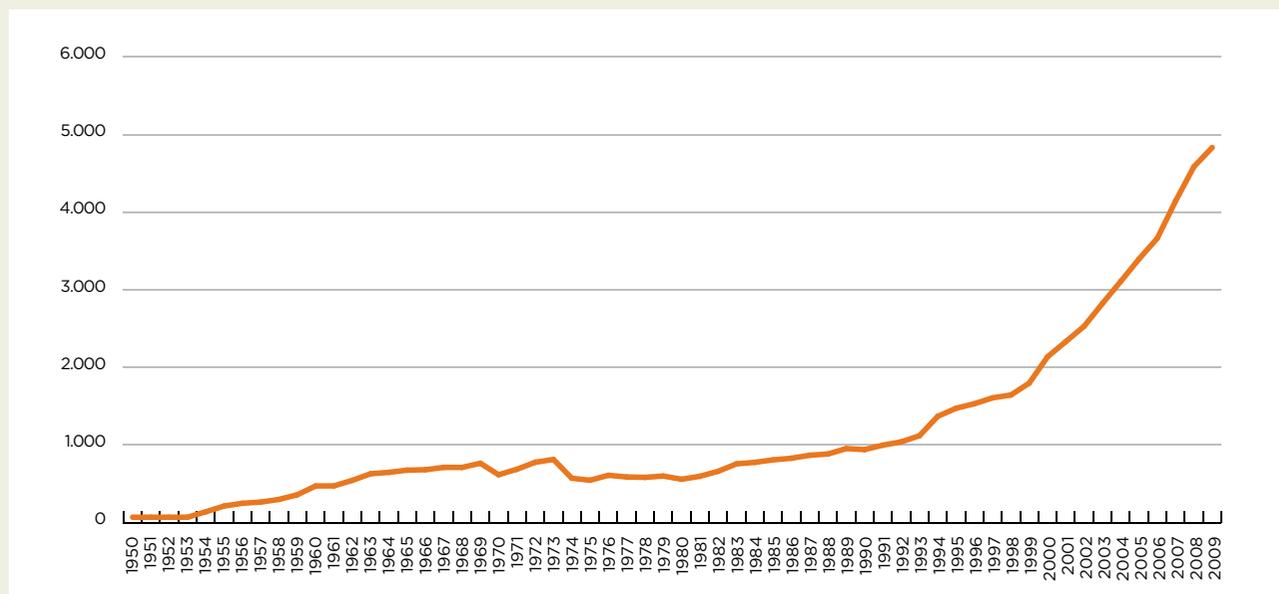
La transformation de produits agricoles a également le vent en poupe, et devrait être porteuse de nom-

breuses opportunités dans les années à venir. En juin 2011, le pays a par exemple inauguré une usine de transformation de soja, la plus grande du pays, dans la province de Ba Ria - Vung Tau, dans le sud. Elle devrait être capable de produire 200.000 tonnes d'huile de soja par an. Dans ce secteur, tout comme dans celui de la production de produits de base, les équipements utilisés sont obsolètes. La plupart des machines utilisées dans la transformation alimentaire proviennent du Japon et de l'Europe. Dans le secteur de la riziculture, l'objectif fixé par le gouvernement de moderniser la moitié du processus de récolte d'ici 2020 se traduira également en une demande accrue de matériel agricole. L'irrigation devrait

également être un des secteurs qui connaîtra une croissance rapide.

L'aquaculture fait partie des domaines économiques les plus dynamiques du Vietnam. Sur les dix dernières années, celle-ci a en effet connu une croissance de 168 %, plaçant le pays au rang de cinquième exportateur mondial de produits aquacoles avec 3,98 milliards d'exportations pour l'année 2010. Le Vietnam exporte surtout des fruits de mer, alors qu'il importe entre autres du saumon, du crabe et du caviar. Les régions les plus productives sont situées dans les provinces du sud, et le delta du fleuve Mékong concentre une partie importante de l'activité de pêche en haute mer.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AQUACULTURE, EN MILLIERS DE TONNES



Source : FAO





Le gouvernement a adopté en octobre 2011 le plan de développement du secteur des fruits de mer à l'horizon 2020. Cette stratégie ambitieuse fixe les objectifs suivants :

- » la quantité de produits exportés devra être de 2 millions de tonnes en 2020, soit 10 millions d'USD,
- » la croissance annuelle moyenne de la production devra atteindre 3,5 %,
- » et la production destinée au marché interne devra croître de 3,3 % en moyenne annuelle.

À cette fin, le gouvernement a débloqué 24,5 milliards de VND, soit un peu moins de 900 millions d'EUR, à utiliser sur les dix années du plan. Les analystes s'attendent à un dévelop-

pement rapide pour l'ensemble du secteur de l'aquaculture. L'industrie dans son ensemble devrait progresser de 8 à 10 % annuellement, et le secteur devrait prendre une place croissante dans l'exploitation des produits de la mer, au détriment de la pêche en haute mer. Grâce à ces développements récents, il est évident que les technologies en provenance de l'étranger seront une fois de plus nécessaires à la modernisation du secteur.

#### **Opportunités pour les entreprises belges :**

Infrastructures agricoles, transformation, emballages alimentaires, amélioration de la chaîne du froid, logistique alimentaire, sécurité phytosanitaire, produits de pharmacie vétérinaire...



« From a country that lacked food for many years, Viet Nam has become one of the leading countries in the production of some agricultural products like rice, coffee, pepper, cashew, and seafood. The rural economy is undergoing a transformation, moving towards industry, services, and other sectors; production models are continuing to be renovated; the socio-economic infrastructure has been strengthened; many rural areas have been improved. (...)the Government must renovate mechanisms and policies to make them attractive enough to bring investment to rural areas, especially in infrastructure, electricity, transport, irrigation, and vocational training for farmers. Farming areas should be zoned with processing plants established here. »

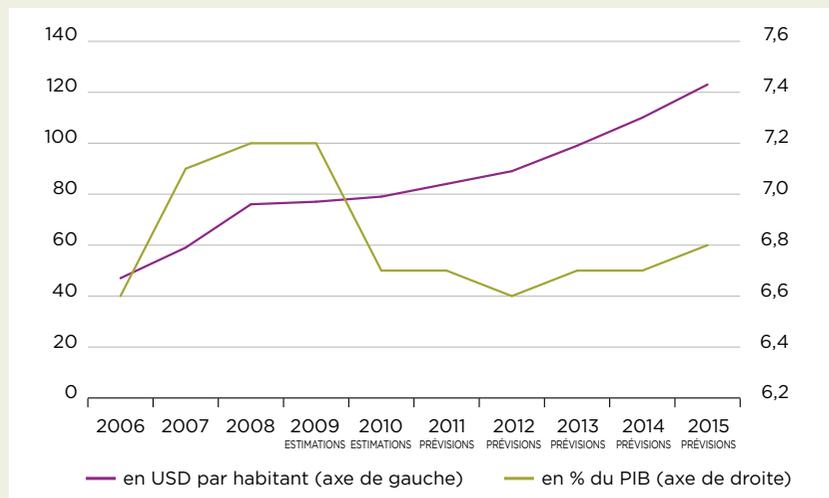
*Nguyen Quoc Cuong, président de l'association des agriculteurs du Vietnam, octobre 2011.*



# 3.3 SANTÉ

## 3.3.1. PRODUITS PHARMACEUTIQUES

### DÉPENSES DANS LE SECTEUR PHARMACEUTIQUE



Le marché vietnamien des produits pharmaceutiques est actuellement sous-développé, et souffre d'une régulation et de standards de protection de la propriété intellectuelle en retrait. Malgré cet état de fait, et vu la faible base de comparaison, le secteur de la santé a connu une croissance rapide ces dernières années. L'évolution des dépenses en soins de santé par habitant entre 2006 et 2010 (croissance de 68,1 % sur la période) atteste en effet le dynamisme de ce marché.

Le secteur pharmaceutique vietnamien est extrêmement dépendant des importations. Près de 90 % des matières premières de l'industrie du médicament sont en effet importés. Ces produits proviennent principalement de l'Union européenne (45 % du total des produits importés), d'Inde (13 %, surtout les produits génériques) et de

Corée du Sud (12 %). La part de la Belgique est quant à elle de 7 %. Les biens importés représentaient 1,24 milliard d'USD en 2010 sur un marché d'1,82 milliard d'USD.

Afin de moderniser son secteur et de réduire la dépendance croissante envers les importations, le gouvernement a lancé en 2005 un plan ambitieux de développement de l'industrie nationale. Cette stratégie était alors d'autant plus importante que la population vietnamienne est en croissance, et que l'espérance de vie des habitants augmente. Selon les objectifs fixés à l'époque, la production nationale devait couvrir 60 % de la demande intérieure d'ici 2015. Malgré l'échec de ce plan, les autorités ont renouvelé l'exercice, en annonçant cette fois les objectifs suivants :

- » 20 % de la demande d'ingrédients

pharmaceutiques devra être satisfaite par la production nationale d'ici 2015, ce chiffre passera à 40 % en 2020 et devra atteindre 70 % en 2025,

- » le système d'assurance maladie obligatoire devra être renforcé, et 100 % de la population couverte d'ici 2014 (actuellement un peu plus de 60 %),

Le gouvernement a en outre annoncé qu'il débloquait 1,5 milliard d'USD afin de moderniser l'appareil de production sur les dix années à venir. La capacité de l'industrie à réaliser ces objectifs est toutefois remise en cause par de nombreux analystes du secteur. Afin de moderniser son industrie, et de se mettre aux normes de Good Manufacturing Process qui lui sont imposées par l'Organisation mondiale de la santé, le pays aura grand besoin des technologies et des capitaux étrangers. Mais l'entrée sur le marché vietnamien ne se fait pas sans mal : les règles d'importations de produits pharmaceutiques par les filiales d'entreprises étrangères sont encore floues, et celles-ci doivent systématiquement travailler en partenariat avec une entreprise locale pour distribuer leurs produits aux consommateurs finaux. Le système de fixation des prix est également très rigide, ce qui pose des problèmes d'ajustement à la demande.

Afin de réaliser ces objectifs ambitieux, le gouvernement devra à n'en pas douter assouplir les règles appliquées aux investissements directs étrangers en matière de produits pharmaceutiques. La mission conjointe est organisée au meilleur moment possible pour profiter de cette ouverture.





### 3.3.2. APPAREILS MÉDICAUX

(en millions d'USD)	2009	2010	2011 (estimation)
Taille du marché	62	66	70
Production locale	5	6	6
Exportations	0	0	0
Importations	57	60	64

Source : U.S. commercial services

Le réseau de soins du pays est largement dépassé par la demande. La croissance de la population et de son niveau de vie ont été telles ces dernières années que les Vietnamiens sont à présent demandeurs de soins faisant appel à des technologies de pointe. Les infrastructures sont toutefois incapables de faire face à cet afflux de patients, et il arrive que plusieurs malades se partagent le même lit d'hôpital par suite du manque de place. Le problème est encore plus prégnant dans les campagnes, où les lieux de soins sont sous-équipés. Selon le ministère de la Santé, près de 70 % des hôpitaux ne disposent pas de scanners CT, alors que 35 % de l'équipement est en utilisation depuis plus de 20 ans.

Les Vietnamiens fortunés sont dès lors contraints de se faire soigner à l'étranger. Selon l'ancien ministre de la Santé, Nguyen Quoc Trieu, quelque 30.000 Vietnamiens se font ainsi soigner hors des frontières chaque année, ce qui représente un manque à gagner de l'ordre d'un milliard d'USD par an. Conscient de cette réalité, le gouvernement a fait de la modernisation des infrastructures de soin l'une des priorités du plan de développement 2011-2015, et s'est clairement montré demandeur de technologies étrangères. Ses ambitions en la ma-

tière sont conséquentes. En effet, les objectifs marquants à l'horizon 2020 sont les suivants :

- » le pays devrait être doté de 25 lits d'hôpitaux par 1.000 habitants,
- » la formation du personnel qualifié devrait être renforcée, tandis que le ratio de pharmaciens par habitant devrait progresser pour atteindre les deux pour mille,
- » et 1,8 milliard d'USD ont été débloqués pour la construction de 57 nouveaux hôpitaux, ainsi que pour la construction de cliniques.

Néanmoins, il est toujours fortement conseillé de s'allier avec une entreprise locale lorsque l'on souhaite faire des affaires dans ce secteur au Vietnam. Bien que les taxes à l'import d'appareils médicaux soient faibles, les procédures restent en effet complexes.

Les analystes sont néanmoins optimistes quant au potentiel du secteur, qui est sous-tendu par de puissants facteurs structurels. Alors que la croissance annuelle moyenne de ces dernières années était de 10,3 %, le marché devrait encore connaître une expansion rapide dans les cinq années à venir.

#### Opportunités pour les entreprises belges :

Imagerie médicale, équipements de recherche et de diagnostic, bio-informatique, vaccinologie, médicaments, équipement d'endoscopie, d'angiographie, de transfusion, de télémédecine, de radiologie, implants et prothèses, matériel et produits dentaires et ophtalmologiques, produits haut de gamme de l'industrie pharmaceutique, infrastructures de soins, formations aux nouvelles technologies des soins de santé, systèmes de surveillance des maladies contagieuses...

« With Vietnam's impressive achievements in economic growth and poverty alleviation, it can move away from a focus on preventive medicine services and adopt a comprehensive approach to public health systems strengthening. By its very nature, efforts to promote public health must be broad and inter-disciplinary. A successful public health strategy requires the cooperation of all of those

in government, as well as robust engagement by the private sector and non-governmental organizations. This type of shift starts with a fundamental examination and re-vamping of the laws and regulations underpinning the health system. »

*Michael Michalak, coprésident du groupe de partenariat sur la santé USA-Vietnam, mars 2010.*



## 3.4 CLEANTECH

(en millions d'USD)	2009	2010	2011 (estimation)
Taille du marché	715	750	790
Production locale	395	415	435
Exportations	0	0	0
Importations	320	335	355

Source : U.S. commercial services

Le secteur des technologies vertes est l'un des plus dynamiques du Vietnam ; il offre de nombreuses possibilités aux entreprises étrangères. Les infrastructures existantes sont en effet souvent déficientes et n'assurent pas le traitement des eaux et la dépollution des sites industriels. La production d'énergie renouvelable, bien qu'en croissance, est également insuffisante pour satisfaire les objectifs que s'est fixés le pays. Dans l'ensemble de ces domaines, les technologies étrangères sont nécessaires ; le gouvernement a grandement amélioré les conditions d'investissement dans le secteur pour bénéficier de l'expertise internationale.

Le plan mis en place par les autorités et déterminant les objectifs en matière de technologies propres est particulièrement ambitieux. Il vise entre autres à :

- » développer les infrastructures d'énergie afin d'assurer un approvisionnement énergétique suffisant et stable à long terme,
- » soutenir les différentes sources d'énergie, en tenant compte des considérations environnementales et de développement durable,

- » favoriser l'utilisation économique et efficace de l'énergie. Cela se fera à travers le remplacement des équipements et des installations de faible efficacité, en encourageant la fabrication de ceux-ci au niveau national, et en améliorant l'efficacité énergétique dans le domaine de la construction,
- » développer des ressources énergétiques nouvelles et renouvelables, telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la géothermie,
- » assurer l'approvisionnement en énergie des populations rurales,
- » renforcer la coopération internationale en matière d'énergie,
- » et optimiser l'environnement juridique et encourager les réformes de marché, en particulier dans le secteur de l'énergie.

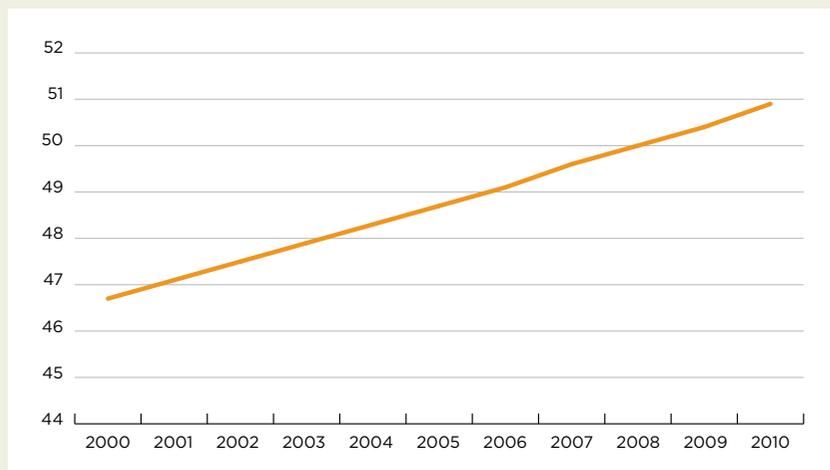
L'urgence de la modernisation est manifeste. La croissance de la population et l'exode rural sont en effet tels que les zones urbaines font face à des défis de taille. L'accès à l'eau potable est encore difficile pour 30 % du peuple vietnamien, et les pertes

constatées sur le réseau sont importantes (32 %). Les usines de traitement des eaux usées sont actuellement trop peu nombreuses pour satisfaire la demande, et ne couvrent que 70 % des besoins de traitement. Pour répondre à ce défi, le gouvernement s'est fixé comme objectif à l'horizon 2025 que 70 à 80 % des eaux municipales soient purifiées, et que la totalité des grandes villes soit équipée de systèmes de traitement des eaux d'ici 2050.





## POPULATION EN ZONE URBAINE, EN % DU TOTAL



Source : Banque Mondiale

La gestion des déchets solides dans les grandes villes pose également problème. Alors que le total des déchets municipaux produits en 2008 atteignait 29 millions de tonnes métriques, ce chiffre devrait passer à 47 millions en 2020 et à 54 millions d'ici 2025. Les déchets les plus dangereux sont quant à eux trop souvent retrouvés dans le circuit réservé aux déchets ménagers, et stockés dans des conditions de sécurité insuffisantes.

La production d'énergies renouvelables est un enjeu stratégique dans ce pays importateur net d'énergies. Les ressources du Vietnam en la matière sont considérables, tant en matière d'énergie solaire et éolienne qu'en ce qui concerne la biomasse ou l'hydroélectricité. Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale à ce sujet, le pays disposerait d'un potentiel éolien supérieur à la Thaïlande, au Laos ou au Cambodge, ce qui en

fait une destination de choix pour les exportateurs dans ce secteur.

Le Vietnam investit également dans le développement de la filière du solaire photovoltaïque. La génération d'énergie solaire pourrait y atteindre 1744,5 kWh/m<sup>2</sup>/an, soit un potentiel de 43,9 tonnes équivalent pétrole. L'énergie éolienne est quant à elle surtout développée dans les zones des vents de mousson. Les vents présentant les plus grandes densités sont enregistrés sur les îles, alors qu'ils sont plus faibles le long des côtes du centre du Vietnam ou du delta du fleuve Mékong.

L'hydroélectricité est une des sources renouvelables les plus importantes au Vietnam, et elle représente actuellement près de 40 % de l'énergie produite dans le pays. Le fleuve Mékong et le fleuve Rouge sont en effet deux cours d'eau particulièrement intéres-

sants pour la production d'hydroélectricité, et les précipitations importantes assurent aux fleuves du pays un débit élevé. Les autorités ont identifié 1.050 sites à potentiel, capables de générer ensemble un total de 16,7 millions de GWh par an. Plus de 200 usines hydroélectriques sont ainsi en cours de construction, et 800 autres sont déjà prévues, principalement dans les provinces de Son La, de Kontum et de Lao Cai.

Bien qu'il en soit toujours à ses balbutiements, le débat autour de l'efficacité énergétique gagne en importance au Vietnam. Les autorités ont récemment inclus certaines clauses par rapport à la réduction de la consommation d'énergie dans les domaines de l'isolation, de la cogénération, de la gestion des infrastructures de stockage et de distribution, ou encore dans le domaine des matériaux de construction. Néanmoins, les entreprises rencontrent les obstacles suivants : les procédures sont lourdes, les financements difficilement accessibles, et surtout le mécanisme de fixation des prix énergétiques par les autorités crée des distorsions sur le marché.

Dans tous ces secteurs des cleantech, l'offre nationale reste qualitativement inférieure à la production étrangère et belge en particulier. La concurrence est néanmoins déjà très forte sur ce marché, notamment de la part du partenaire chinois dont on sait l'importance, entre autres dans le domaine des panneaux photovoltaïques. Les entreprises belges gagneront dès lors à se positionner dans le haut de gamme et les services en matière environnementale.



### Opportunités pour les entreprises belges :

Surveillance de la pollution terrestre, maritime et de la pollution de l'air, gestion des déchets, traitement des eaux, gestion et dépollution de sites sensibles, solutions de recyclage, génération d'énergies renouvelables, biocarburants, services environnementaux, solutions d'efficacité énergétique, transports propres, véhicules électriques et batteries, consultance en énergie propres, constructions vertes, technologies de capture et de stockage du dioxyde de carbone, modernisation du réseau électrique.







## RÉUSSITES RÉCENTES



# BALTEAU

## SECTEUR : CLEANTECH

Fondée en 1978, Balteau est spécialisée dans la conception et la réalisation de stations de pompage, stations de traitement d'eau potable et stations d'épuration d'eaux usées. L'entreprise dispose d'une longue expérience et de nombreuses références dans le contrôle de processus embarqué ou à distance des réseaux de distribution d'eau et des stations de pompage, de traitement ou d'épuration d'eau.

Depuis mars 2006, au travers de son rachat par la société de travaux Galère, Balteau a intégré le Koninklijke BAM Groep nv, et est aujourd'hui filiale de BAM Wallonie. La société a connu ces dernières années une croissance soutenue dans le domaine de l'eau potable et des eaux usées. Elle se développe également dans l'industrie et à l'étranger. Avec près de 100 collaborateurs, dont 25 ingénieurs, elle a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 24 millions d'EUR et projette pour 2011 un chiffre d'affaires avoisinant les 28 millions d'EUR.

Le groupe est également actif à l'international. En prenant pied au Vietnam, l'entreprise compte bénéficier d'un tremplin vers l'ensemble du Sud-est asiatique. La station d'épuration par lagunage d'Hô Chi Minh-Ville,

capable de traiter l'eau nécessaire à 200.000 équivalents habitants, est en effet une réussite considérable pour Balteau. Ce projet, initié par l'agence belge de coopération au développement, avait déjà fait l'objet d'une visite du Prince Philippe, en 2003, lors d'une mission conjointe au Vietnam.

[www.balteau.be](http://www.balteau.be)



# UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES (SBS-EM)

## SECTEUR : ENSEIGNEMENT

La Solvay Brussels School of Economics and Management (SBS-EM) est la plus importante école d'économie et de gestion située à Bruxelles, capitale de l'Europe. Connue depuis de nombreuses années en tant que la Solvay Business School, la SBS-EM est née de la fusion avec le département d'économie de l'Université de Bruxelles. La mission clé de la nouvelle entité est de fournir un enseignement de qualité et de la recherche dans ces deux domaines très spécialisés que sont l'économie et la gestion, et ce à un niveau international.

C'est en 1994, lors d'une visite de la part du ministre vietnamien de l'Éducation nationale, qu'ont été jetées les bases de l'accord unissant la Solvay Brussels School of Economics and Management de l'ULB et l'« Open University of Ho Chi Minh City ». Suite à l'intérêt porté par le ministre envers le programme de gestion postuniversitaire de l'institution, le professeur Jacques Nagels s'est rendu au Vietnam afin de soutenir les efforts en matière de collaboration académique réalisés par la Communauté Française de Belgique sur place. C'est alors qu'a été signé un premier accord entre la SBS-EM et l'« Open University of Ho Chi Minh City », mettant en place un programme de MBA mi-temps en gestion.

Les relations entre les établissements vietnamiens et l'Université Libre de Bruxelles se sont entre temps significativement renforcées. En 1996, la SBS-EM signe un accord de coopération avec la « National Economic University » de Hanoi, afin de créer un autre programme de MBA à mi-temps. La coopération s'est encore étendue par la création d'un cursus de master en gestion publique à Hanoi et un master en « Business and Marketing Management » à Hô Chi Minh-Ville.

Plus de 1.200 étudiants ont ainsi obtenu un diplôme commun grâce aux programmes de l'ULB, et chaque année entre 200 et 300 étudiants viennent grossir ce nombre. Plusieurs d'entre eux occupent des postes importants au sein des institutions et des entreprises vietnamiennes.



« Dans ce pays millénaire, l'éducation et l'enseignement sont des valeurs fondamentales. Dans le passé, le pouvoir politique dans les villages était confié aux lettrés. Ceux-ci, les mandarins, devaient satisfaire à des épreuves qui marquaient autant leurs connaissances que leur courage et leur persévérance. En est resté un profond respect pour l'enseignement et les professeurs »

*Communiqué de presse de la SBS-EM, décembre 2010*

[www.solvay.edu](http://www.solvay.edu)





# RENT-A-PORT

## SECTEUR : TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Rent-A-Port est une entreprise belge active dans le développement portuaire et dans les solutions de logistique. Son expertise s'étend à l'analyse, à la conception, au développement et finalement à la gestion de ports et d'infrastructures logistiques et marines. En participant entre autres à la gestion du port d'Anvers, l'entreprise est devenue un des acteurs clés du secteur belge et mondial des infrastructures portuaires.

Rent-A-Port est actuellement aux mains de Ackermans & van Haaren (une société de participation anversoise), CFE (le plus grand groupe de génie civil et de construction société de services en Belgique), et le management de Rent-A-Port détient également des parts, à hauteur de 10 %.

Récemment, le groupe a investi près de 200 millions d'USD dans un projet de développement du port d'eau profonde de l'île de Dinh Vu, à Haiphong. Ce projet de grande envergure consistait à transformer une zone de plus de 1.000 hectares en un parc industriel moderne et un port. Celui-ci est entré en exploitation en mai 2005 et 400.000 tonnes de marchandises y ont été déchargées depuis. Le système de jetée destinée à la pétrochimie développée par Rent-A-Port au Vietnam a également été un grand succès.



« Substantial investments were made to develop general utilities with the focus on water, electricity and telecommunications. The prospects for further development are promising, requiring additional development of the economic logistic zone to cater for several new potential clients. »

[www.rentaport.be](http://www.rentaport.be)



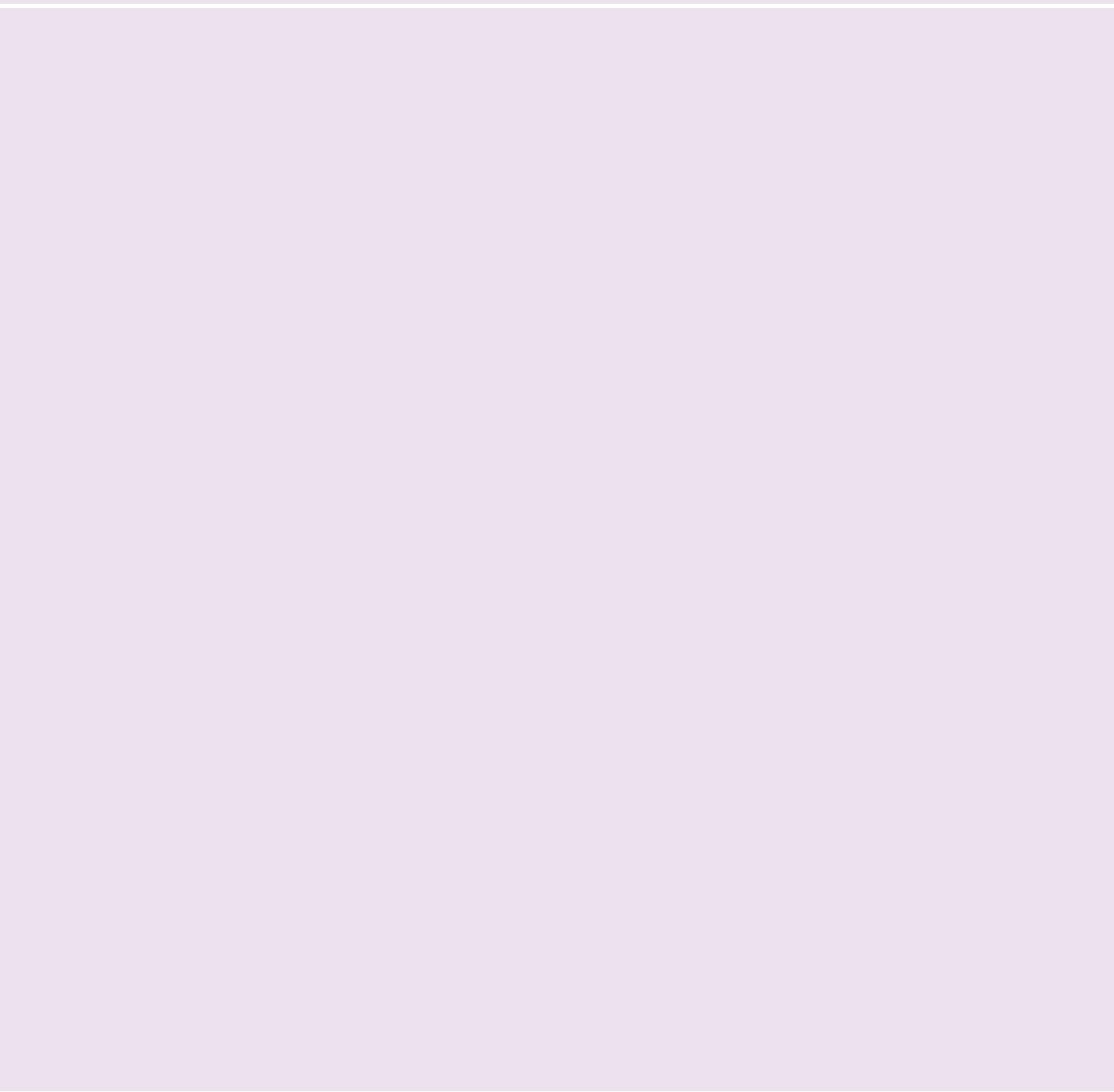






ÉTIQUETTE

5



### COMMUNICATION ET RELATIONS

- Les contacts commencent souvent par une poignée de main ou une courbette. Les Vietnamiens n'étant de manière générale pas enclins au contact physique en public, attendez que votre interlocuteur vous tende la main et inclinez-vous légèrement s'il ne le fait pas.
- Il est judicieux de s'adresser à une personne par son titre suivi de son nom de famille. Celui-ci est la plupart du temps le premier mot de l'identifiant de votre partenaire.
- Ne montrez pas vos émotions et ne vous emportez sous aucun prétexte. Cela vous ferait perdre la face aux yeux de vos interlocuteurs. Au Vietnam, perdre la face équivaut à perdre une affaire.
- Prévoyez des copies de vos documents en vietnamien. Le recours à un traducteur vous sera d'une grande aide pour conclure des affaires au Vietnam.
- Il est important d'avoir des contacts locaux au Vietnam si l'on souhaite y faire des affaires fructueuses.

### RÉUNIONS

- Organisez vos rendez-vous longtemps à l'avance. Vos partenaires vietnamiens apprécieront l'envoi de certains documents de présentation de votre entreprise avant une réunion.

- La ponctualité est primordiale. Arriver en retard sera perçu comme une insulte et fera perdre la face à votre interlocuteur, ce qui serait très dommageable à votre relation future.
- La hiérarchie est centrale au Vietnam. La première personne qui vous sera présentée sera sans doute la plus importante de l'entreprise, et vos partenaires s'attendent à ce que ce soit le cas de votre côté également. C'est le supérieur hiérarchique qui mène la négociation, et il sera fortement affaibli s'il se laisse interrompre par un subordonné.

### NÉGOCIATIONS

- Les réponses négatives sont perçues comme de l'impolitesse. Ne dites pas « non », mais plutôt « peut-être », ou « nous verrons ». Soyez attentif à cet état des choses lorsque vous interprétez les réponses de vos partenaires.
- Le silence peut signifier le désaccord avec ce qui vient d'être dit.
- Les négociations peuvent prendre beaucoup de temps du fait de la bureaucratie. Soyez patients lorsque vous faites affaire au Vietnam.
- Les Vietnamiens accordent beaucoup d'importance à la parole donnée. Ne faites jamais une promesse que vous ne saurez pas tenir.

### CARTES DE VISITE

- L'échange de cartes de visite est fréquent au Vietnam. Prévoyez des cartes recto-verso en anglais et en vietnamien. Présentez le côté en vietnamien à votre interlocuteur. Pensez à emporter une grande quantité de cartes avec vous.
- Recevez les cartes de visite avec les deux mains, et examinez-les avec attention. Ne les rangez pas immédiatement, car cela sera signe d'un manque de respect pour votre interlocuteur.

### DIVERS

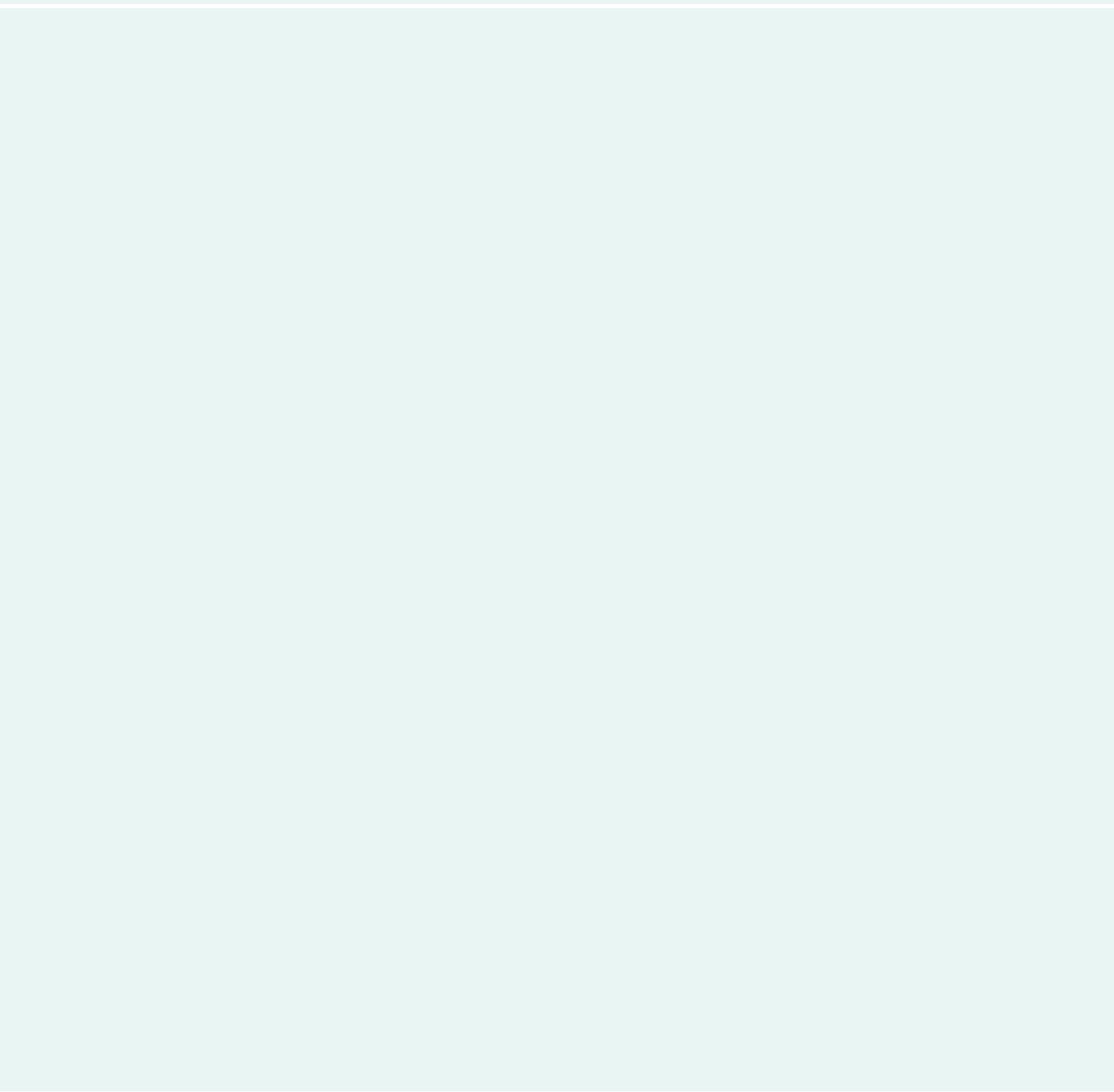
- Les cadeaux d'affaires sont fréquents. Ceux-ci devraient idéalement être d'une valeur symbolique. Un présent aux couleurs de votre entreprise ou typique de votre région sera particulièrement apprécié.
- Emballez toujours vos cadeaux dans un papier coloré.
- N'offrez pas de mouchoirs, ces cadeaux sont synonymes de séparations au Vietnam.







## ADRESSES UTILES



## 6.1 EN BELGIQUE

### AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (A.W.E.X.)

Place Saintelette, 2  
1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 82 11

☎ +32 2 421 87 87

mail@awex.be

[www.awex.be](http://www.awex.be)

### BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4  
1050 Bruxelles

☎ +32 2 800 40 00

☎ +32 2 800 40 01

infos@brussels-export.irisnet.be

[www.brussels-export.be](http://www.brussels-export.be)

### FLANDERS INVESTMENT & TRADE (F.I.T.)

Rue Gaucheret, 90  
1030 Bruxelles

☎ +32 2 504 87 11

☎ +32 2 504 88 99

info@fitagency.be

[www.flandersinvestmentandtrade.be](http://www.flandersinvestmentandtrade.be)

### AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM AUPRÈS DU ROYAUME DE BELGIQUE, DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG ET DE L'UNION EUROPÉENNE

**Ambassadeur** : S.E. Sanh Chau PHAM

**Consul** : Mme Kieu Ha Lien

Boulevard Général Jacques, 1  
1050 Bruxelles

☎ +32 2 379 27 37

☎ +32 2 374 93 76

vnemb.brussels@skynet.be

[www.vietnamembassy.be/fr](http://www.vietnamembassy.be/fr)

### BELGIAN-VIETNAMESE ALLIANCE

**Président** : M. Steve Stevaert

info@belvietnam.be

[www.belvietnam.be](http://www.belvietnam.be)

### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE BELGIQUE - VIETNAM

**Président** : M. Trang-H-Long

Chaussée de Bruxelles, 18

1410 Waterloo

☎ +32 2 351 11 65

☎ +32 2 351 11 73

ccibv@atlantis-international.net



## 6.2 AU VIETNAM

### AMBASSADE DE BELGIQUE AU VIETNAM

**Ambassadeur** : M. Bruno Angelet  
**Affaires consulaires** : Mme Reinilde Van Hellemont  
49 Hai Ba Trung Street, Hanoi Towers - 9<sup>th</sup> floor  
Hoan Kiem District - Hanoi  
☎ +84 4 934 61 80 /+84 4 934 61 79/  
☎ +84 4 934 61 81  
☎ +84 4 934 61 83  
hanoi@diplobel.fed.be  
[www.diplomatie.be/hanoifr](http://www.diplomatie.be/hanoifr)

### CONSULAT HONORAIRE À HÔ CHI MINH-VILLE

**Consul** : M. Dominique Casier  
The Manor GBLK 5 A  
91 Nguyen Huu Canh - Ward 22  
Binh Thanh District - Hồ Chí Minh-Ville  
☎ +84 8 351 279 68  
☎ +84 8 351 279 69  
consubel@hcm.vnn.vn  
consubel.hcm@diplobel.fed.be

### AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU VIETNAM

**Attaché économique et commercial** :  
Laurent Pierart  
Bureau commercial de la Région Wallonne - Ambassade de Belgique  
C/o Gemadept Tower Unit 1103  
Le Thanh Ton Street, 6  
District 1 - Hồ Chí Minh-Ville  
☎ +84 8 382 192 28  
☎ +84 8 382 192 27  
hochiminhville@awex-wallonia.com

### BRUXELLES INVEST & EXPORT AU VIETNAM

**Attachée économique et commerciale** : Mme Tran Thi Hien  
c/o Ambassade de Belgique  
Hai Ba Trung Street, 49 - Somerset  
Grand Hanoi 9<sup>th</sup> floor  
Hoan Kiem District - Hanoi  
☎ +84 43 934 61 82  
☎ +84 43 934 61 85  
bruhanoi@hn.vnn.vn

### FLANDERS INVESTMENT & TRADE AU VIETNAM

**Attachée économique et commerciale** : Mme Dang Thi Thu Van  
C/o Embassy of Belgium  
Hai Ba Trung street, 49 - Somerset  
Grand Hanoi 9<sup>th</sup> floor  
Hoan Kiem District - Hanoi  
☎ +84 43 934 61 72 /+84 43 934 61 73  
☎ +84 43 934 61 74  
hanoi@fitagency.com

### FOREIGN INVESTMENT AGENCY

Hoang Van Thu Street, 02  
Hanoi  
☎ +84 4 734 37 58  
☎ +84 4 734 37 69  
fiavietnam@mpi.gov.vn  
<http://fia.mpi.gov.vn>

### DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU VIETNAM

83B Ly Thuong Kiet - 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> floor, Pacific Place Office Building, Hanoi  
☎ +84 43 941 00 99  
☎ +84 43 946 17 01  
delegation-vietnam@eeas.europa.eu  
<http://eeas.europa.eu/delegations/vietnam>

### CHAMBRE DE COMMERCE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AU VIETNAM

**Président** : M. Harry Beirnaert  
49 Mac Dinh Chi - EuroCentre, Dakao Ward  
District 1 - Hồ Chí Minh-Ville  
☎ +84 8 296 2727  
☎ +84 8 3827 2743  
info@beluxcham.com  
[www.beluxcham.com](http://www.beluxcham.com)

### CHAMBRE DE COMMERCE EURO-PÉENNE À HANOI

Thanh Nien Road, 1 - G/F Sofitel Plaza Hanoi  
Ba Dinh District - Hanoi  
☎ +84 43 715 22 28  
☎ +84 43 715 22 18  
info-hn@eurochamvn.org  
[www.eurochamvn.org](http://www.eurochamvn.org)

### CHAMBRE DE COMMERCE EURO-PÉENNE À HÔ CHI MINH-VILLE

Mac Dinh Chi Street, 49 - EuroCenter 5<sup>th</sup> floor, Da Kao Ward  
District 1 - Hồ Chí Minh-Ville  
☎ +84 8 382 727 15  
☎ +84 8 382 727 43  
info-hcm@eurochamvn.org  
[www.eurochamvn.org](http://www.eurochamvn.org)

### BANQUE MONDIALE AU VIETNAM

**Directrice** : Victoria Kwakwa  
**Informations au public** : Chi Kim Tran  
☎ +84 43 934 66 00 ext. 702  
Ctran@worldbank.org  
[www.worldbank.org/vn](http://www.worldbank.org/vn)



## 6.3 SITES À CONSULTER

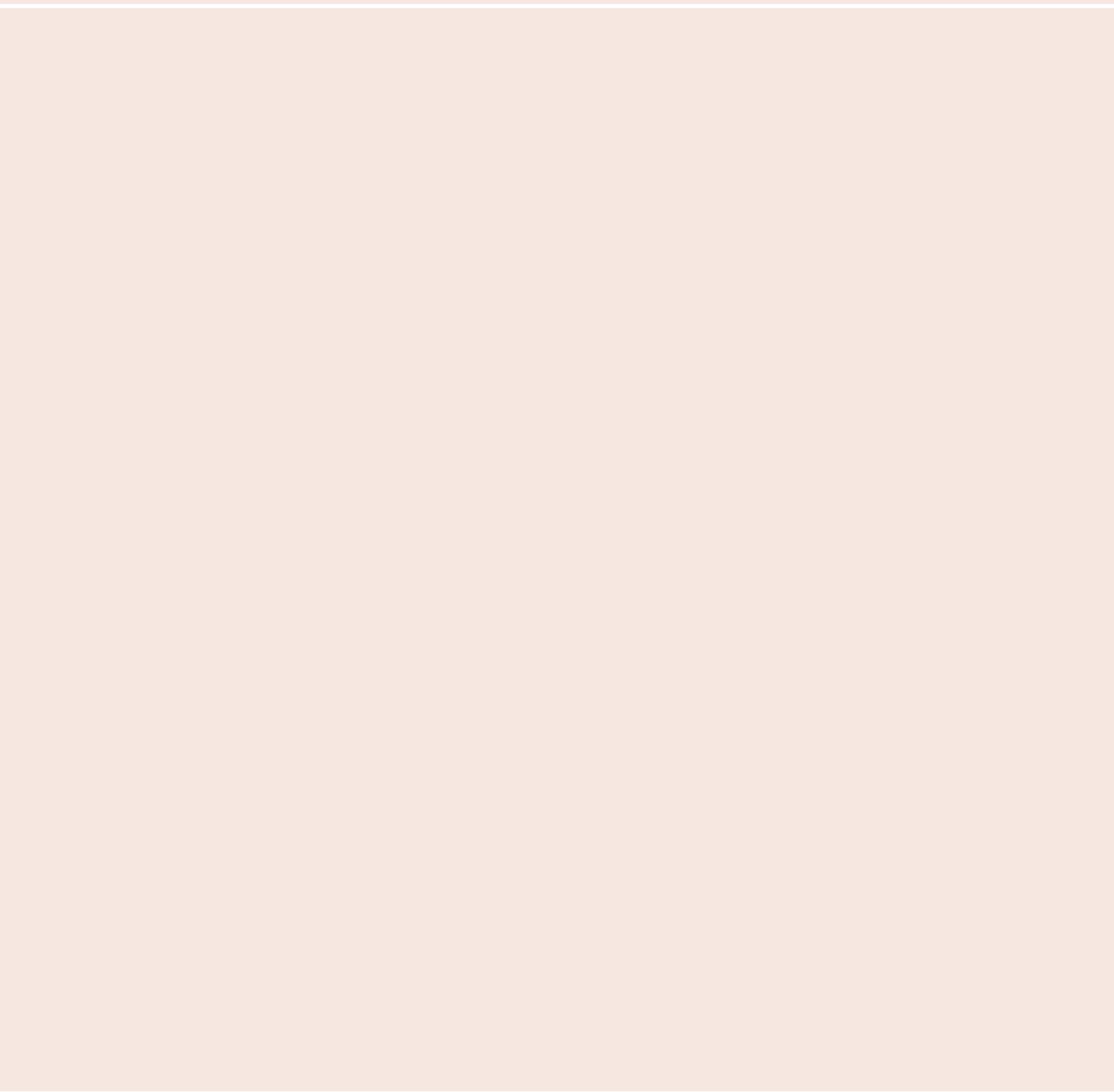
- » Portail du gouvernement de la République socialiste du Vietnam  
[www.vietnam.gov.vn](http://www.vietnam.gov.vn)
- » Ministère de l'Agriculture et du Développement rural  
[www.agoviet.gov.vn](http://www.agoviet.gov.vn)
- » Ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme  
[www.cinet.gov.vn](http://www.cinet.gov.vn)
- » Premier ministre de la République socialiste du Vietnam  
[www.chinhphu.vn/cttdtcp/en/biographyPM.html](http://www.chinhphu.vn/cttdtcp/en/biographyPM.html)
- » Ministère de l'Industrie et du Commerce  
[www.moit.gov.vn](http://www.moit.gov.vn)
- » Inspection du gouvernement  
[www.thanhtra.gov.vn](http://www.thanhtra.gov.vn)
- » Ministère de la Défense nationale  
[www.doemod.gov.vn](http://www.doemod.gov.vn)
- » Ministère de la Planification et des Investissements  
[www.mpi.gov.vn](http://www.mpi.gov.vn)
- » State Bank of Vietnam  
[www.sbv.gov.vn](http://www.sbv.gov.vn)
- » Ministère de la Sécurité publique  
[www.mps.gov.vn](http://www.mps.gov.vn)
- » Ministère de la Santé  
[www.moh.gov.vn](http://www.moh.gov.vn)
- » Commission relative aux minorités ethniques  
[www.cema.gov.vn](http://www.cema.gov.vn)
- » Ministère des Affaires étrangères  
[www.mofa.gov.vn](http://www.mofa.gov.vn)
- » Ministère de la Science et des technologies  
[www.most.gov.vn](http://www.most.gov.vn)
- » Bureau du gouvernement  
[www.chinhphu.vn](http://www.chinhphu.vn)
- » Ministère de la Justice  
[www.moj.gov.vn](http://www.moj.gov.vn)
- » Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement  
[www.monre.gov.vn](http://www.monre.gov.vn)
- » Ministère des Finances  
[www.mof.gov.vn](http://www.mof.gov.vn)
- » Ministère de l'Information et des Communications  
[www.mic.gov.vn](http://www.mic.gov.vn)
- » Ministère des Transports  
[www.mt.gov.vn](http://www.mt.gov.vn)
- » Ministère de l'Intérieur  
[www.moha.gov.vn](http://www.moha.gov.vn)
- » Ministère de la Construction  
[www.xaydung.gov.vn](http://www.xaydung.gov.vn)
- » Ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales  
[www.molisa.gov.vn](http://www.molisa.gov.vn)
- » Ministère de l'Éducation et de la Formation  
[www.moet.gov.vn](http://www.moet.gov.vn)







SOURCES



Agence Wallonne à l'Exportation et  
aux Investissements Étrangers

[www.awex.be](http://www.awex.be)

Brussels Invest & Export

[www.brussel-export.be](http://www.brussel-export.be)

Flanders Investment and Trade

[www.flanderstrade.be](http://www.flanderstrade.be)

S.P.F. Affaires Étrangères

[www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be)

Central Intelligence Agency

[www.cia.gov](http://www.cia.gov)

Viewswire

[www.viewswire.com](http://www.viewswire.com)

Forum Économique Mondial

[www.weforum.org](http://www.weforum.org)

Fonds Monétaire International

[www.imf.org](http://www.imf.org)

Banque Mondiale

[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Organisation de Coopération et de  
Développement Économique

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

Eurostat

[epp.eurostat.ec.europa.eu](http://epp.eurostat.ec.europa.eu)

NL EVD Internationaal

[www.agentschapnl.nl](http://www.agentschapnl.nl)

Services économiques britanniques

[www.uktradeinvest.gov.uk](http://www.uktradeinvest.gov.uk)

Services économiques suisses

[www.osec.ch](http://www.osec.ch)

Office National Du Ducreire

[www.ondd.be](http://www.ondd.be)

New Zealand Trade and Enterprise

[www.nzte.govt.nz](http://www.nzte.govt.nz)

Services commerciaux américains

[www.buyusa.gov](http://www.buyusa.gov)

Australian Trade Commission

[www.austrade.gov.au](http://www.austrade.gov.au)

Kwintessential

[www.kwintessential.co.uk](http://www.kwintessential.co.uk)

Market Access Database

[www.doingbusiness.org](http://www.doingbusiness.org)

Organisation Mondiale du  
Commerce

[www.wto.org](http://www.wto.org)













» **Agence pour le Commerce extérieur**

3, rue Montoyer  
1000 Bruxelles  
☎ + 32 2 206 35 11  
[www.abh-ace.be](http://www.abh-ace.be)

» **Agence wallonne à l'Exportation  
et aux Investissements étrangers**

2, Place Saintelette  
1000 Bruxelles  
☎ + 32 2 421 82 11  
[www.awex.be](http://www.awex.be)

» **Bruxelles Invest & Export**

500, avenue Louise, boîte 4  
1050 Bruxelles  
☎ + 32 2 800 40 00  
[www.bruxelles-export.be](http://www.bruxelles-export.be)

» **Flanders Investment and Trade**

90, rue Gaucheret  
1030 Bruxelles  
☎ + 32 2 504 87 11  
[www.flanderstrade.be](http://www.flanderstrade.be)

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omission et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

**DATE DE PUBLICATION : JANVIER 2012**

ÉDITEUR RESPONSABLE : MARC BOGAERTS

AUTEUR : FRANÇOIS BRIES

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION ([WWW.CIBLE.BE](http://www.cible.be))

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE  
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : [WWW.ABH-ACE.BE](http://WWW.ABH-ACE.BE)